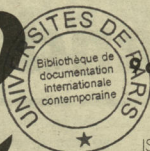


le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes



n° 1280
du 15 mai 2002

2 €
ISSN 0026-9433

Vers un fascisme à visage humain ?

Et maintenant ?

QUE VONT-ILS FAIRE? Maintenant que le pire n'est plus tout à fait sûr, que le « peuple de gauche », mortifié, n'en a pas moins, pense-t-il, sauvé la République en votant pour un de ses plus zélés fossoyeur; maintenant que PS et PC ont retrouvé un peu de leur façon, grâce aux manifestants des quinze derniers jours. Maintenant que le retour de l'État-RPR est, en grande pompe funèbre, annoncé par le score soviétique du président sortant, maintenant, que vont-ils faire?

Les déclarations des ténors de la droite chiraquienne et de la défunte gauche plurielle sur les plateaux ce soir (précision: nous sommes dimanche soir; le ML boucle le dimanche soir), permettent de s'en faire une idée. Ainsi est-il probable que, dans les semaines qui viennent, la scène politique va commettre un show d'un comique tel qu'on en goûte rarement. Attention Mesdames et Messieurs, retenez votre souffle, la droite va, devant vous, exécuter le tour de transformer ce qui ne

fut jamais qu'un referendum anti-Le Pen en plébiscite pro-Chirac. Plus fort, plus haut, vous allez voir la troupe, emmenée par le petit Nicolas, jongler entre Gaullisme primaire (Nous sommes Ceux qui ont sauvé la France) et nationalisme à l'eau de Seltz: il nous faut entendre le cri désespéré poussé par l'électeur frontiste, aussi, dès tout de suite nous allons mettre en œuvre une grosse partie de son programme. Et l'électeur de gauche, qui avait cru en votant Chirac éviter le danger fasciste, de s'étonner de la création d'un grand ministère de la sécurité intérieure, du retour du châtimement à l'école et ailleurs (pourquoi pas dans les entreprises, pour les précaires récalcitrants?), de l'extension des domaines d'application de lois que la LDH, la CNIL, une poignée d'autres organismes qu'on ne saurait soupçonner d'appartenir à l'extrême gauche, dénoncent comme autant de lois liberticides. Je serais d'origine arabe, abstentionniste au premier tour, ayant à contre-cœur voté Chirac au second, je n'en mènerais pas large

quand les flics viendront chercher mon petit frère. Motif: a manqué de respect à son prof, n'avait pas son cahier.

Chacun, chaque individu ou parti, va donc s'empresse de renouer avec sa logique d'avant le 21 avril, va vite retrouver ses réflexes, à la manière dont un renard effrayé par le bruit retourne à son terrier. Problème: le 21 avril, le terrier a implosé. Mais les renards politiques qui l'occupent depuis des dizaines d'années, feignent de l'ignorer.

Aucun parti de gouvernement n'est donc disposé à tirer les leçons d'une élection que tous s'accordent à considérer, pourtant, comme « historique ». Si Chirac, par exemple, était un honnête homme, il démissionnerait dès demain, inscrivant dans ce qui serait un quinquennat d'une semaine la faillite prononcée de nos institutions. Bien, mais ne rêvons pas. Dans la semaine qui suivit la défaite de son premier ministre

suite page 3



Dossier Racisme, fascisme, antisémitisme

Un bon début

PARIS, 19 heures: un groupe de militants libertaires est arrêté place de la République par les CRS. Ils ne faisaient que passer, se rendant à la manifestation prévue une demi-heure plus tard place de la Bastille, à quelques centaines de mètres.

Ils n'ont pas déployé de drapeau ou de banderole, ni distribué de tracts. Ils ont subi les foudres de la police sur leur seule bonne mine. Liberté leur sera rendue quand les urnes auront parlé.

Paris, 20 heures: on annonce le triomphe de Chirac, président d'une république bananière.

M 02137 - 1280 - F: 2,00 €



« Nous sommes contre tout gouvernement parce que le gouvernement c'est la violence permanente. » Errico Malatesta

FPP 2520

Agenda

Samedi 11 mai

Lorient

À 14 heures, manifestation antinucléaire contre le bateau « Défi Areva ». Rendez-vous place Aristide-Briand. Concerts gratuits en soirée. Projection de films sur écran géant.

Dimanche 26 mai

Caen

Manifestation nationale « contre la stratégie de domination du monde de George Bush ». Rendez-vous à 12 heures place de la Résistance.

Saint-Denis (93)

Résistons ensemble organise une journée conférence-débats « Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires ». De 10 heures à 20 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis au 11, rue Génin, M° Porte-de-Paris.

Samedi 8 juin

Montreuil (93)

À partir de 14 heures à la maison de l'arbre chez Armand Gatti : forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil. À l'initiative de la CNT, Alternative libertaire, Fédé-



ration anarchiste. Au programme: débat (critiques des formes modernes du capitalisme et de l'État, mondialisation et internationalisme, résistances sociales et récupération politicienne), atelier, espace enfants, spectacles, concert avec la participation des Chanteurs Livreurs et de Serge Utgé-Royo.

Paris 20*

La CNT organise la « Fête du livre libertaire »: stands des éditions et des journaux libertaires et anti-autoritaires, livres neufs et d'occasion, buffet-buvette, à partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles.

Dimanche 9 juin

Paris 20*

Suite de la « Fête du livre libertaire » organisée par la CNT: stands des éditions et des journaux libertaires et anti-autoritaires, livres neufs et d'occasion, buffet-buvette, à partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles.

Radio libertaire

89.4 MHz en région parisienne

Samedi 11 mai

Chroniques rebelles, à 13 h 30, « Mémoire, vérité, justice sur les assassinats politiques en France ».

Samedi 18 mai

Chroniques rebelles, à 13 h 30, « Mémoire, vérité, justice sur les assassinats politiques en France ».

Samedi 25 mai

Chroniques rebelles, à 13 h 30, débat sur la question berbère.

Forum Léo-Ferré

11, rue Barbès à Ivry-sur Seine

Spectacle à 20 h 30. Ouverture des portes à 19 heures. Bar et petite restauration froide. Entrée 12,50 euros; carte d'auditeur RL 10,50 euros.

Anniversaire du forum

Mardi 14 mai

et mercredi 15 mai

Francesca Solleville, Alain Aurenche, Annick Cisaruk.

Vincent Absil, Hamou Cheheb, Louis Arti, David Légitimus et Renn Lee, Frédérique, Sabine Viret, Benjamin Legrand, Louis Capart, Josette Kalifa, Christophe Brillaud.

Forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil

samedi 8 juin 2002

à La Parole errante

9, rue François-Debergue
métro Croix-de-Chavaux

- 14 heures: accueil (café et thé offerts)

- 14 h 30: débat, « Les formes modernes du capitalisme et de l'État »

- 16 heures: pause culturelle (théâtre, spectacle pour enfants...)

- 16 h 30: débat, « Mondialisation et internationalisme »

- 18 heures: pause culturelle (mur peint, textes libres, vidéos...)

- 18 h 30: débat, « Résistances sociales et récupération politicienne »

- 20 heures: repas

- 21 heures: concerts avec la participation des Chanteurs Livreurs (rock engagé) et Serge Utgé-Royo.

Tout l'après-midi: tables de presse (éditeurs, libraires, associations...), espace enfants, vidéos, buvette!

Participation aux frais à prévoir.

Abonnez-vous!
Abonnez-vous!

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	☐ 20 €	☐ 32 €	☐ 27 €
6 mois 25 n°	☐ 38 €	☐ 61 €	☐ 46 €
1 an 45 n°	☐ 61 €	☐ 99 €	☐ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial

ET MAINTENANT IL FAUT LUTTER! Ce dimanche 5 mai, certains ont voté dur, certains ont voté mou, mais la plupart ont voté dans le trou pour barrer la route de la présidence à la bête de Montretout. L'accession au second tour des élections présidentielles de Jean-Marie Le Pen a légitimé les idées qu'il véhicule. Aujourd'hui comme hier, tout autant que demain, ce n'est pas en glissant un bulletin dans l'urne funéraire de la souveraineté du peuple que nous éviterons l'épandage de ses idées populistes nauséabondes, reprises par les médias et les politiques de tous bords. Nous avons échappé au borgne facho, raciste, tortionnaire, révisionniste, à la tête de l'État; mais nous n'avons pas pour autant rejeté l'idéologie sécuritaire et xénophobe qu'il représente et que se réapproprié, en l'aseptisant, les politiques de droite comme de gauche. Si l'on tient compte des non inscrits, des abstentions et des bulletins blancs ou nuls, c'est à peine dix pour cent des Français en capacité de voter qui ont exprimé au premier tour leur volonté de voir Jacques Chirac à la tête de l'État. Cela démontre que les structures mêmes de l'organisation de notre société sont à reconstruire. Mais on ne peut pas bâtir quelque chose de solide sur des fondations pourries, c'est pourquoi nous, anarchistes, appelons à préparer une véritable révo-

lution remettant en cause les fondements de l'organisation sociale et économique. Les inégalités font naître des ressentiments, mais il ne faut pas se tromper de cible: c'est le capitalisme qui génère la misère, le chômage, les salaires plombés, la cherté des biens de consommation, la difficulté de se loger, etc. Ce ne sont pas les étrangers, ni les fonctionnaires, ni les marginaux et autres « sauvages ». L'incivilité ne se combat pas par la répression mais par l'éducation; encore faut-il au préalable que certains ne soient pas rejetés, du seul fait de leur situation sociale ou économique.

Demain, pour gagner de futurs électeurs, les soi-disant représentants du peuple prendront des mesures renforçant les lois sécuritaires et d'exclusion. Ils renforceront leur lutte contre l'immigration, tentant de démontrer ainsi qu'ils font des efforts pour améliorer nos existences. C'est à nous de ne pas nous laisser endormir et de lutter pied à pied dans notre entourage, dans nos entreprises et dans la rue contre la lepénisation des esprits qui masque les problèmes de fond de notre société. Alors, serons-nous bientôt comme au 1^{er} Mai des millions dans la rue, organiserons-nous solidairement une grève générale, pour refuser la répression, les lois liberticides et la domination économique?

suite de la une

Jospin, Chirac fit l'analyse suivante: si Le Pen est au second tour, c'est que la France est en train de se « droitiser » (France-Info, 26 avril, dixit). Lui, ne pensait déjà plus qu'aux législatives, et la valse des premiers ministrables au palais prit l'allure d'une rave party: meilleur DJ, Nicolas of Neuilly...

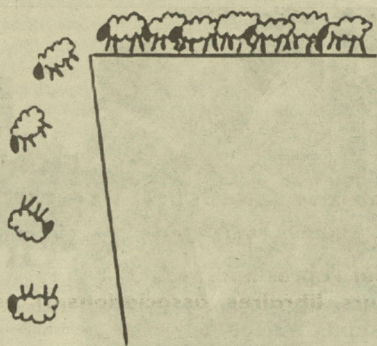
Dans toute démocratie réelle, c'est-à-dire représentant réellement les aspirations des personnes qui la composent, cette élection déboucherait sur une remise en cause de la démocratie de représentation (comment est-il possible que le « meilleur des systèmes » permette à un candidat d'extrême droite d'être présent au second tour?), sur une critique un peu poussée de l'électorisme, sur des

interrogations diverses, mais toutes extrêmement essentielles, concernant par exemple le vote des étrangers présents dans ce pays depuis parfois quarante ans, et qui ne sont pas représentés, la politique d'émigration visant les sans-papiers, et puis des sans-boulots, les précaires, les rejetés, de toute nationalité.

On est dimanche soir. D'ici, on entend les braillements de la fête, place de la République. On se dit qu'ils manquent pas de culot, les chiraqueux, à fêter ainsi leur héraut porté par les voix de gauche. Un minimum de modestie aurait dû les conduire à ne pas trop fêter, ce soir, la défaite temporaire de leur temporaire ennemi. Ça gueule du Johnny. Bande de trous du culs.

Fred

groupe Louise Michel



Tirs sur la librairie anarchiste « la Mauvaise réputation »! Non à la terreur fasciste!

COMME TOUS LES 1^{er} MAI, journée internationale de lutte des travailleurs, nous, compagnes, compagnons et sympathisant(e)s du groupe Un Autre Futur de la Fédération anarchiste à Montpellier, sommes allé(e)s chercher notre matériel militant pour la manifestation. Et là, sur place... trois impacts de balles. Trois coups de feu ont été tirés à hauteur d'homme sur la devanture de notre librairie, la Mauvaise réputation. Les trois balles ont traversé le rideau de fer et la porte pour aller se loger dans le mur d'en face. Cette fois-ci il n'y avait personne. Pour nous le message est clair. Bien que non revendiquée, cette agression ne fait aucun doute quant à son origine fasciste. Cet acte n'est pas sans en rappeler d'autres contre les locaux anarchistes: incendie de la Plume Noire il y a cinq ans à Lyon, bombage de la porte de notre ancien local suite à un débat sur Papon. L'an dernier à Montpellier, des tentatives d'incendie ont eu lieu contre les locaux de la LCR et du PCF.

Cette agression a été perpétrée après la manifestation du samedi 27 avril dans un contexte que nous connaissons tous. Nous avons inondé la ville de nos affiches, tracts et autocollants antifascistes avec ces quelques slogans: contre le fascisme et ses idées, égalité économique et sociale; contre le fascisme et ses idées, régularisation de tous les sans-papiers; c'est à la misère qu'il faut s'attaquer, pas aux immigrés; qui sème la misère récolte les fachos, révolution sociale et libertaire.

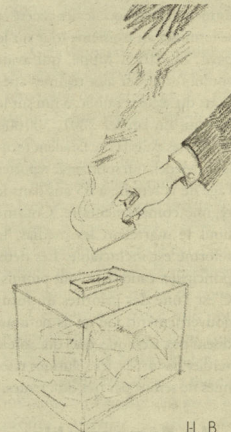
Cela rappelle avec inquiétude que la montée du fascisme ne s'exprime pas seulement par les urnes mais aussi par la violence. Notre groupe ne se laissera pas impressionner par la volonté d'imposer la terreur fasciste et continuera son combat contre l'extrême droite et pour la construction d'une alternative au capitalisme.

Groupe Un Autre Futur

Contre le fascisme et le libéralisme une autre perspective sociale est possible!

IL EST encore un peu tôt pour percevoir et analyser toutes les conséquences politiques produites par le choc électoral qui a lieu en ce moment même. Pour autant la plupart d'entre nous a conscience que c'est la politique économique et sociale de la gauche plurielle qui est largement responsable de cette situation. En conséquence, nous allons très vite être confrontés à la nécessité de définir une alternative à l'impasse dans laquelle la gauche nous laisse. En effet, qui pourrait penser que le consensus droite/gauche pour barrer la route au FN au deuxième tour des présidentielles, va perdurer pour les législatives? Et ensuite, tout porte à croire que la politique mise en œuvre par le prochain gouvernement va continuer à privilégier les riches et réprimer les classes populaires. Dans ce contexte, il nous paraît urgent et nécessaire que toutes les composantes du mouvement social qui depuis 1995 agissent en faveur de l'action de classe directe des travailleurs et des citoyen(ne)s, pour qui l'organisation des luttes collectives et individuelles doit être le fait des acteurs eux-mêmes, pour qui la répartition des richesses doit être

plus juste, pour qui la lutte contre le sexisme, le racisme passent par l'égalité sociale et la régularisation des sans-papiers, pour qui l'entraide et la solidarité internationale amorcées depuis les manifestations de Seattle tracent des perspectives porteuses d'élargissement de notre horizon quotidien, pour qui l'arrogance des militaires et va-t-en-guerre doivent laisser la place à la coopération et la libre association des populations, pour qui la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent. Toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette dynamique, toutes les structures, associations, mouvements, syndicats et organisations qui composent ce mouvement de contestation de l'ordre capitaliste et étatique peuvent constituer un pôle politique et social attractif alors que le modèle républicain auquel s'accroche désespérément la droite comme la gauche est obsolète et en complet déphasage d'avec le vécu de la majorité des populations. Une autre perspective sociale est possible! Elle reste à construire. Cela ne peut être que le résultat de la mise en commun des acquis et capacités de tous et toutes, individus et organisations,



J. B.

en toute liberté et égalité. Encore faut-il que nous soyons conscients de l'urgence qu'il y a à préparer et à organiser cette convergence des pratiques, des idées et des mouvements. Relever ce défi est sans doute le seul moyen de faire face à la destruction des liens sociaux programmés aussi bien par le fascisme que par le libéralisme social-démocrate.

Bernard

groupe Déjacque, Lyon

1^{er} Mai: 100 000 personnes défilent à Toulouse

LE GROUPE ALBERT-CAMUS, Act-Up, des autonomes et des sympathisants se sont retrouvés devant la statue de Jeanne d'Arc au pied de laquelle était déployée la banderole libertaire « Agir au lieu d'élire ». Il s'agissait d'occuper ce monument, maquillé par Act-Up avec de bien jolies couleurs, pour signifier publiquement qu'il n'est pas question de se laisser impressionner par les vociférations lepénistes. Notre objectif était également de bien se démarquer de la foule des affolés du premier tour qui appelaient en chœur à voter pour un certain Jacques Chirac.

La manifestation passant devant notre point de ralliement, nous n'avons eu aucun mal à distribuer 10 000 tracts et ML « spécial abstention » gratuits.

Deux moments de grand froid: l'arrêt du cortège du PS et de celui des Verts devant la statue occupée. Quelques slogans bien sentis mais aucun incident à déplorer, le geste le plus négatif à notre encontre étant de rendre le tract avec comme explication: « Non merci, l'abstention, pas aujourd'hui. »

Nous avons intégré le cortège quand les camarades de No Pasaran sont arrivés à notre niveau, pour crier avec eux notre rejet total du fascisme et du capitalisme, sans oublier d'épingler les responsabilités de la gauche électoraliste.

Nous avons été très heureux de constater que, dans ce contexte de pression politique et médiatique à l'encontre des abstentionnistes, nous n'étions pas les seuls à assumer une position qui, pour être difficile, n'en est pas moins juste. Comme quoi, brandir notre banderole « Agir au lieu d'élire » ne constitue pas un geste héroïque, mais la simple affirmation d'un positionnement politique clair.

En queue de manif, après Lutte ouvrière (qui appelle à voter blanc, c'est-à-dire, compte tenu du mode de présentation des résultats, à voter à la fois pour Chirac et pour Le Pen), les camarades d'Alternative libertaire appelaient à ne pas voter Le Pen, c'est-à-dire à voter Chirac ou, pour certains d'entre eux, à faire comme LO. Pitoyables révolutionnaires qui rendent les armes au premier coup de semonce... Ceux qui ont voté au premier tour ont mis tout le monde dans la merde, qu'ils la bouffent en votant au second. Et surtout, qu'ils ne comptent pas sur nous pour partager leur repas.

Nous serons présents, avec tous ceux qui ont les idées claires, pour combattre le monstre dont vont accoucher les urnes présidentielles et législatives!

Groupe Albert-Camus

Fédération anarchiste Toulouse



Au troisième tour de la présidentielle les retraites

ANNONCÉE comme prioritaire par la plupart des candidats à l'élection présidentielle, la très attendue réforme des retraites pourrait bien se transformer en lutte sociale dès cet été et se terminer en troisième tour sur le pavé. En 1995, Juppé, qui avait voulu s'attaquer aux régimes spéciaux du secteur public, a fini sur le carreau. En janvier 2001, 300 000 personnes dans la rue faisaient reculer le Medef, qui souhaitait reporter l'âge de la retraite à 65 ans dans le régime complémentaire. Comme nous le martèlent les médias, la réforme est inéluctable. Les deux principaux candidats l'ont promis: C'est l'une des priorités du futur gouvernement. Ce qu'ils ne nous disent pas, c'est que, quel que soit le verdict des urnes, les solutions retenues ne seront pas très différentes.

La démographie: un faux problème

Le 6 décembre 2002, le Conseil d'orientation des retraites (COR) établissait dans son troisième rapport un diagnostic que les partenaires sociaux ont qualifié de « réaliste ». Nos retraites seraient donc menacées par un double phénomène démographique: l'allongement de la durée de la vie et l'arrivée à la retraite des enfants du baby-boom. En 2040, il y aurait moins d'actifs et plus de retraités. Si rien n'est fait d'ici là, le niveau des retraites va sensiblement baisser, et le pays qui y consacre déjà 12 % du PIB devra y ajouter 4 à 6,5 %. Nous pensons, comme le rapport Charpin le démontre, que c'est un faux problème. En effet, dans ce raisonnement est omis que la courbe démographique relative aux jeunes générations va baisser et, par là même, compenser l'augmentation des retraites. Ce qui importe pour le financement de la solidarité (retraites, assurances chômage, santé, etc.), c'est le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler (les cotisants) et le nombre de ceux qui sont trop âgés ou trop jeunes pour travailler (les bénéficiaires). Ainsi, en 1995, on comptait 1,23 inactif pour 1 actif. En 2040, le nombre d'inactifs passera à 1,54. Nous sommes loin d'une catastrophe démographique, et cette faible proportion d'inactifs est franchement ridicule au regard des dépenses pour les retraités qui ont été multipliées par dix depuis 1960.



Les ingrédients de la réforme

Pour réformer nos retraites, quatre ingrédients sont proposés: baisse des pensions, hausse des cotisations, allongement du temps de travail et capitalisation par fonds de pension. La première, la baisse des pensions, a déjà été utilisée par Balladur en 1993. Actuellement, aucun des candidats ne propose cette solution. En effet, le niveau moyen de la retraite, qui représente actuellement 78 % du revenu moyen net d'activité, devrait dégringoler à 64 % d'ici à une quarantaine d'années. Aller plus loin serait politiquement suicidaire! La deuxième, la hausse des cotisations, est réclamée par FO et les Verts. Le problème est que, si l'on veut maintenir les pensions à leur niveau actuel, il faut augmenter de 15 points les charges qui pèsent sur les entreprises et les salariés. Sur quarante ans, cela ne représente qu'une hausse de 0,37 point par an, alors qu'en même temps les richesses nationales devraient doubler, d'après FO. Le Medef est contre, car toute nouvelle hausse de prélèvement est à proscrire, au risque de détruire massivement l'emploi. Florence Legros, directrice du Centre d'étude prospective et d'information internationale, ajoute que « non seulement cela renchérit le coût du travail, mais cela fait baisser le salaire net », ce qui serait difficilement acceptable par les salariés. Comment faire pour financer des cotisations qui ont déjà considérablement augmenté? Le remplissage laborieux du Fonds de réserve des retraites mis en place par le gouvernement Jospin montre bien la difficulté de trouver de nouvelles ressources. Pourtant les syndicats ne manquent pas d'idées: SUD propose de taxer les revenus financiers des entreprises, la CGT, d'étendre les cotisations salariales, la CFE-CGC réfléchit à une taxe sur la consommation qui remplacerait les

cotisations salariales. Troisième, l'allongement du temps de travail est réclamé par le Medef pour dégager de nouvelles recettes et réduire ainsi les dépenses. Cette solution a déjà été utilisée par Balladur en 1993, qui a allongé les carrières dans le secteur privé de 2,5 ans. Actuellement, avec le chômage massif, il n'y a plus qu'un Français sur trois qui travaille entre 55 et 64 ans. Avec ce phénomène, les entreprises ont goûté aux préretraites pour se débarrasser de leurs salariés les plus âgés et embaucher des jeunes, jusqu'à en faire un mode normal de gestion de la ressource humaine. Cependant, en mars 2001, au sommet de Stockholm, la France s'est engagée à porter de 34 à 50 % son taux d'emploi entre 55 et 64 ans. Cet objectif est partagé par la droite et le PS. Pour y parvenir, ils veulent donc réorganiser les fins de carrière. Le RPR propose cyniquement de « couper le financement des préretraites », et le PS « de faire l'effort sur la durée des cotisations ». Aucun des candidats ne veut toucher au symbole de la retraite à 60 ans. Aussi par réalisme, car avec le recul de l'entrée dans la vie active, la multiplication des périodes de chômage ou de travail à temps partiel, les salariés ont déjà du mal à présenter des carrières complètes. À l'exception du PC et des Verts qui réclament le retour du privé à 37,5 années de cotisations, les prétendants à l'Élysée étaient plutôt d'accord pour introduire de la souplesse pour ceux qui cotiseraient plus de quarante ans.

Le piège de la capitalisation

Quatrième, la capitalisation, à l'exclusion des Verts, du PC, de LO, de la LCR et du PT, reste la solution privilégiée de l'ensemble de la droite, le PS inclus. Ils envisagent la construction, en plus du régime général et des régimes particuliers, d'un « troisième étage » par capitalisation. Le RPR, DL et l'UDF proposent la création d'un fonds de pension dans le secteur privé, sur le modèle de la Préfon. Cet organisme, géré dans le secteur public par la CFDT, la CFTC, la CGC et FO, permet aux fonctionnaires qui le souhaitent de cotiser pour leur propre compte en bénéficiant d'un avantage fiscal. Le PS, avec pudeur, parle de fonds d'épargne salariale collectifs sous le contrôle des syndicats. C'est le Plan partenariat d'épargne salariale volontaire

(PPESV). Et certaines centrales syndicales sont déjà entrées avec le loup dans la bergerie. La CFDT, la CFTC, la CGC et même la CGT ont lancé en avril 2002 l'intersyndicale d'épargne salariale chargée de veiller aux intérêts des salariés. Dans tous les cas, il s'agit bien de cotiser pour soi-même et non plus pour les retraités d'aujourd'hui. Avant tout, les syndicats veulent d'abord négocier sur la répartition pour ensuite, s'il y a lieu, avoir recours à l'épargne



individuelle. Le problème majeur est en effet de fixer le niveau au-delà duquel interviendront les fonds de pension. Si le taux est fort entre 70 à 75 %, la plupart des syndicats, CGT et FO compris, n'y verront pas d'inconvénients. Si, en revanche, il s'agit de compenser l'effritement des retraites par la capitalisation, ils montreront les dents. Seule la « gauche de la gauche » reste comme nous opposée à la capitalisation. Pour SUD, cette solution est viciée. Soit l'argent est investi en obligations, ce qui nécessite des taux d'intérêt élevés, qui sont mauvais pour l'économie. Soit il est placé en actions, ce qui joue à terme contre le salaire et l'emploi. Selon la théorie de l'économiste Patrick Artus: « À partir de 2005, la génération du baby-boom qui achète des actions va vouloir les revendre pour partir à la retraite. Or les générations suivantes seront moins nombreuses pour les acheter. Nous allons donc assister à une baisse de la Bourse. Comme nous l'avons déjà écrit, la capitalisation par fonds de pension fait partie d'une vaste offensive mondiale menée depuis 1994 par la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE. »² Ces instances financières, sous le contrôle du patronat international, veulent, avec la complicité des États, transférer l'argent des retraites vers les circuits financiers. Si nos gouvernements s'intéressent aux fonds de pension, c'est

pour répondre aux critères financiers de l'euro. Ils veulent ainsi transformer les prélèvements obligatoires en cotisations « librement consenties » qui ont l'énorme avantage de ne pas figurer dans le compte de l'État, mais que le salarié devra impérativement payer s'il veut une retraite. Ceux qui n'auront pas les moyens seront rejetés dans la précarité. De plus, pour que le système marche, il faut aligner le public sur le privé. Pour apâter les fonctionnaires, le PS avait en mars 2000 proposé une augmentation de la durée des cotisations contre l'intégration d'une partie des primes. Mais comment faire pour ceux qui n'ont pas de primes? Seule quasi-certitude: la réforme ne devrait pas toucher les régimes spéciaux des entreprises publiques.

Le calendrier pour permettre une telle réforme semble difficile. Jospin proposait une grande conférence tripartite, Chirac de redonner toute sa place à la négociation. La

CFDT, impatiente, estime que la phase de concertation a assez duré et appelle la réforme dans un bref délai. Elle fait le jeu de l'État. FO, dans une moindre mesure la FSU et les « durs » de la CGT contestent l'urgence des décisions. Le Medef réclame l'alignement du secteur public sur le privé pour s'asseoir à la table des négociations. Pour le prochain élu, il sera tentant d'aller vite, de traiter l'affaire à la hussarde en espérant un état de grâce. Mais aura-t-il lieu? L'agenda syndical ne laisse qu'une courte fenêtre. Dès décembre, c'est la tenue des élections prud'homales qui sera forcément une période de concurrence syndicale et de surenchère. Les retraites sont un enjeu de société essentiel, une question politique et sociale et absolument pas économique. Nos retraites ne doivent pas se transformer en produit financier. Les fonds de pension sont l'arnaque du siècle. Les travailleurs doivent défendre des retraites solidaires par répartition, même s'il leur faut descendre dans la rue.

Michel Sahuc

Collectif la Sociale, FA Montpellier

1. Voir « Des statistiques au service de la privatisation », de Patrick, *le Monde libertaire* n° 1189, janvier 2000.

2. Voir « Retraites: l'arnaque des fonds de pension », de Michel Sahuc, *le Monde libertaire* n° 1196, mars 2000.

Féminisme ou anti-sexisme ?

SUIS-JE FÉMINISTE ou anti-sexiste ?

Je suis résolument féministe et même anarcho-féministe. Nous sommes 52 % de la population mondiale, des êtres humains à part entière, la société doit nous accorder l'égalité économique, sociale, politique. Sous couvert de naturalisme sexiste, on se sert des différences anatomiques pour justifier l'inégalité sexuée. Christine Delphy écrit :

« Ces différences ne sont pas seulement des différences, mais aussi des hiérarchies. La société s'en sert pour justifier son traitement "différentiel" (en réalité inégal, hiérarchique) des groupes et des individus. Le mot est donc euphémiste. En effet, une vraie différence est d'une part réciproque (un chou est aussi différent d'une carotte qu'une carotte l'est d'un chou), et d'autre part n'implique pas de comparaison au détriment de l'un des termes. Or la différence invoquée à propos des femmes, mais aussi des homosexuel(le)s, des "Arabes", des Noirs, n'est pas réciproque, bien au contraire. Ce sont elles et eux qui sont différents; les hommes, les hétérosexuels, les Blancs, quant à eux, ne sont différents de personne, ils sont au contraire "comme tout le monde". Cette différence est un stigmate (Goffman, 1976). »

Ma lutte féministe est une lutte pour l'égalité des 52 % de la population mondiale avec les 48 % restants. Votre programme quand on sait que l'oppression des femmes est perpétuée par une société patriarcale depuis plus de 2000 ans et génère parmi les concernées des attitudes d'évitement et des fonctionnements perpétuant le sexisme. Je vais essayer d'exposer brièvement les préjugés antiféministes, les oppressions et les régressions sociales subies par les femmes, ainsi que ce que j'entends par anarcho-féminisme.

Les préjugés antiféministes

Le préjugé antiféministe majeur dont découlent les autres est le sexisme d'ordre psychanalytique.

Simone de Beauvoir ² écrivit :

« Un historien de la femme, Donaldson, remarquait que les définitions "l'homme est un être humain mâle, la femme est un être humain femelle" ont été asymétriquement mutilés; c'est singulièrement chez les psychanalystes que l'homme est défini comme être humain et la femme comme femelle; chaque fois qu'elle se comporte en être humain on dit qu'elle imite le mâle... »

Kate Millet ³ cite Freud et des psychanalystes post-freudiens :

« Les théories psychanalytiques freudiennes se basent sur l'analyse d'une certaine sexualité dite mas-

culine. Elles ont valeur universelle et impliquent un comportement sexué et sexuel différent, justifiant la virilité agressive et violente, voire guerrière... » Alors que le mâle doit lutter contre la passivité puisqu'elle ne lui est pas imposée par la biologie, la femme doit accepter la passivité et le masochisme, puisqu'ils sont imposés par la biologie, et que, de toute façon, sa vie sera nécessairement déplaisante : « Tous les masochismes sont de parenté, voire d'essence plus ou moins femelle. »

Ces théories sont-elles dépassées ? Au vu de mon environnement, je n'en ai pas l'impression. En tous les cas, les attitudes sexistes découlant de ces théories existent toujours. Les excuses « pseudo-biologiques » justifiant les pulsions violentes des hommes, l'éducation sexuée, le choix des études en fonction du sexe, les littératures féminines sont là pour le prouver. Je pourrais citer des exemples innombrables de sexisme ordinaire : les catalogues de jouets, les insultes, les publicités, la littérature enfantine... Mais il y a beaucoup plus grave : cela justifie les violences faites aux femmes et même les guerres. Si l'on considère que l'acte sexuel est pour l'homme un assaut et que ses pulsions agressives sont naturelles, la société patriarcale avec son lot d'oppressions a encore de beaux jours devant elle.

Les préjugés antiféministes sont actuellement très durs à détruire parce qu'il n'est pas de bon ton d'affirmer ses idées. Ainsi Virginie Barré ⁴ raconte :

« Et le déni de réalité est si profond que parler, par exemple, de forte tendance à la division du travail dans les médias n'est pas considéré comme une preuve de clairvoyance. C'est tout bonnement prendre le risque d'être déconsidérée, mal vue, suspectée de f.é.m.i.n.i.s.m.e (c'est-à-dire favorable à l'égalité des hommes et des femmes. Terrible!) »

« Les Françaises semblent sans cesse se soucier de ne pas passer pour féministes... »

Le déni du féminisme a de lourdes conséquences : il cautionne des comportements sexistes inadmissibles.

Camille ⁵ est ingénieure chez un constructeur automobile français.

« Pour vérifier que le montage a eu lieu correctement, on compte combien de fois les contraintes n'ont pas pu être respectées. Comment appelle-t-on ces erreurs ? Des viols ! Ce qui donne ce genre de répliques : "Bon, la semaine dernière on a tourné à 15 viols par jour en moyenne !" »

Quand elle s'insurge, elle entend leurs échanges : « Dis donc, elle est mal lunée aujourd'hui, elle doit avoir ses règles. » Et pour réponse : « Dans ce cas, ça fait trois semaines qu'elle les a. »

Les oppressions et les régressions sociales subies par les femmes

L'oppression qu'ont connue et connaissent sans doute encore entre autres les femmes afghanes est inacceptable parce qu'elle ne reconnaît pas les femmes en tant qu'êtres humains.

Mais toutes les oppressions sont de cet ordre, à des degrés différents : que ce soit les mutilations ou transformations du corps (excision ou gavage, coutume exercée dans les tribus nomades du désert saharien), les viols de guerre ou non, la passivité ou servilité se résument par le fameux dicton « Sois belle et tais-toi ! ».

Actuellement, les femmes représentent 45 % des actifs. Huit femmes sur dix travaillent de 25 à 49 ans. L'influence de la situation matrimoniale diminue : neuf femmes sur dix sont actives, mais les femmes mariées le sont de plus en plus souvent. Les deux tiers des emplois créés dans le secteur tertiaire depuis vingt ans sont occupés par des femmes. À diplôme équivalent, le chômage est plus élevé pour les femmes :

- CAP, BEP : 15 % des femmes contre 9,1 % d'hommes,

- diplôme supérieur : 8,4 % de femmes contre 6,7 % d'hommes.

L'écart de salaires est de 20 % à la défaveur des femmes. 75 % de filles choisissent dans l'enseignement des filières littéraires ou tertiaires, 23 % des bacs scientifiques sont obtenus par elles.

31 % des femmes travaillent à temps partiel et seulement 5 % des hommes, ce temps partiel est la plupart du temps imposé.

Les contraintes des femmes au travail sont nombreuses ; elles doivent toujours, à qualification égale, prouver plus que les hommes et on ne tient pas compte des contingences extérieures qui pèsent la majeure partie du temps sur leurs épaules. Elles sont moins disponibles pour leurs formations professionnelles.

Les congés parentaux d'éducation sont pris dans la plupart des cas par des femmes sans assurance de retrouver leur emploi à la fin de ce congé.

Les métiers du secteur tertiaire sous-payés sont généralement féminins : agents d'entretien, nourrices, aides-soignantes...

Beaucoup de femmes ne vont pas jusqu'au bout de leurs projets professionnels, les entraves familiales les en empêchant.

Le choix de leurs carrières est

souvent déterminé par leur disponibilité présumée en vue de fonder une famille (charge des futurs enfants, carrière du futur conjoint). Très souvent, les femmes mariées ont un salaire considéré comme d'appoint et une autonomie financière insuffisante les rendant dépendantes de leur mari et les contraignant à la soumission.

Les images que les médias véhiculent dans les messages publicitaires sont affligeantes : il n'est que de voir les pubs pour la laine, la crème Babette, le café ou autres... Elles offrent des stéréotypes de femmes objets sexuels. Sans compter les annonces de sites minitel ou Internet pornographiques (salope.com, j'en passe). Les corps nus féminins mis en scène par la publicité entretiennent l'idée qu'ils sont des produits à prendre et à consommer, dénués de jugement et de souffrances.

La loi des 35 heures a fait des ravages avec sa déréglementation et on ne peut pas considérer que le retour du travail de nuit pour les femmes soit un progrès social ! Les femmes, malgré leur égalité supposée au regard des lois, sont tributaires des hommes : les statistiques indiquent que les femmes vivent seules, qui plus est avec des enfants, font partie de la cohorte des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

Ce que j'entends par anarcho-féminisme

Une place de la femme à égalité avec l'homme ne peut être défendue que dans une société où l'égalité est une réalité ou une revendication politique.

Dans un monde où le mot rentabilité est la clef de voûte de tout le système, l'égalité est jugée peu rentable. Il est plus économique d'exploiter le travail domestique des femmes, de les employer dans des fonctions subalternes, de les sous-payer à qualification égale. Le système capitaliste est basé sur l'exploitation de personnes par d'autres personnes dans des buts lucratifs imposant à la majorité de travailler pour un salaire minimum pour que les patrons fassent de gros profits. Dans certains domaines, cette exploitation est abusive : la sexualité mise en vente sur les sites Internet, le travail des sans-papiers, les travaux ménagers.

Si l'on revendique les mêmes droits pour tous, l'homme et la femme sont à égalité devant toutes les tâches, leurs temps sont également partagés. Quel que soit le travail du conjoint, il se doit d'être aussi disponible que la femme pour éduquer ses enfants.

Cela signifie un autre fonctionnement sociétal où ces facteurs sont pris en compte, où le temps personnel, individuel, est réparti équitablement et non en fonction de prétendues prédispositions sexuelles (l'instinct maternel, par exemple).

Cela suppose une vision égalitaire d'un fonctionnement sociétal :

mêmes droits aux congés parentaux d'éducation, aux études, responsabilités et salaires équivalents (et pas quinze jours de congés de paternité!).

Cela demande une révolution du système qui commence par une révolution des mentalités, de l'éducation et une représentation égale dans toutes les instances administratives et politiques.

On en est loin actuellement et, si l'on veut tendre à une société égalitaire, il faut déboulonner les mythes patriarcaux de caractères sexués, de virilisme, de machisme et de domination autour de nous.

Ce n'est pas parce que nous sommes loin de vivre dans cette société qu'il faut baisser les bras.

Si des femmes, dans les milieux militants où l'égalité des sexes est prônée, arrivent à exiger des hommes une mise en pratique effective de cette égalité, cela se propagera.

Personne mieux que des femmes opprimées et conscientes de cette oppression ne peut défendre ces droits.

Il est juste et nécessaire que des femmes prennent la place qui leur est normalement impartie dans les syndicats, les associations, les organisations politiques, qu'elles y prennent la parole librement et à égalité avec les hommes, ce qui n'est pas encore le cas actuellement, qu'elles y disent leurs oppressions et qu'elles y cherchent des moyens de lutte contre ces oppressions.

Il est aussi nécessaire qu'elles fassent prendre conscience à leurs compagnons de lutte de ce qu'elles subissent dans leur vie pour que ceux-ci évoluent dans leurs comportements.

Comment arriver à une société anarchiste si la moitié de la population mondiale est ignorée ou écartée seulement quand elle ne dérange pas trop l'autre moitié ?

La tâche qui nous attend, mesdames, est lourde, mais si nous nous y mettons toutes, à l'aune de nos possibilités, en démentant les idées sexistes préconçues qui veulent que des femmes ensemble ne soient capables que de se chamailler, elle sera source d'un immense plaisir. Les rares moments de ma vie de femme où j'ai pu militer avec d'autres femmes ont été joyeux et épanouissants. Je me sentais enfin à ma place, moi, Isa, gentille anarcho-féministe (il vaut mieux que je dise gentille, histoire de ne pas me faire traiter de virago ou d'hystérique, quand j'vous dis que les préjugés antiféministes ont la vie dure, même chez moi !)

Isa

groupe *Jes futuro*

1. Christine Delphy, *Penser le genre*, tome II, p. 9.
2. Simone De Beauvoir, *Le deuxième sexe*, pp. 106-107.
3. Kate Millet, *La politique du mâle*, pp. 226-227.
4. *Dites-le avec des femmes, le sexisme ordinaire dans les médias*, pp. 87-88.
5. Marie-Claire, avril 2002.

Les fraises que tu manges

FRAISES AU SUCRE, fraises avec du jus d'orange, mousse de fraises, fraises à la crème... La majeure partie des fraises que mangent les Européens viennent de Huelva. Parfois, les commerces la rebaptisent « fraises de Aranjuez » pour que les touristes naïfs achètent quelque chose d'authentique, du cru. D'autres encore sont vendues sous la fausse appellation de « fraises du Maresme », commercialisées dans des caisses de marque « Palos de la frontera », sur des marchés favorables à la production locale, comme à la fête du Parti communiste catalan à Barcelone, où les fraises et l'étiquetage étaient également faux.

Si la fraise est grande, c'est une variété appelée « freson » ; si elle est dure au point de supporter les longs voyages du marché global, et avec peu de saveur, sans doute s'agit-il de la fraise de Huelva. Parce que la fraise ou le « freson » que l'on crée là-bas n'est pas de Huelva. Tous les ans, le secteur de la fraise doit fournir des chiffres en millions de dollars pour payer les royalties à l'industrie californienne qui les a fait naître. Une plante globale avec un « copyright » nord-américain, qui est nourrie et se fortifie dans de vigoureuses pinèdes espagnoles et qui pousse en donnant des fruits dans les terres sablonneuses de Huelva pour être vendue et consommée à travers la moitié du monde. Elle a besoin d'une terre morte, sans microbes qui pourraient attaquer la fraise, c'est pourquoi elle est semée sur des tapis de produits phytosanitaires, des substances toxiques qui, en plus d'éliminer toutes sortes de petites bestioles, contribuent à agrandir le trou de la couche d'ozone, qui provoque chaque année des centaines de cancers de la peau.

La culture de la fraise contribue au juteux commerce sanitaire. Créer des fraises est quelque chose de délicat et de cher. C'est une cul-

ture confinée, sous plastique, qui nécessite de grandes quantités d'engrais chimiques, pesticides, désherbants, et beaucoup de main-d'œuvre pour la récolte. Les administrations publiques participent en collectant gratuitement les plastiques usagés et, dans le cas où elles ne le font pas, il y a les généreux ravins, les plages, chemins et bois qui ne demandent pas non plus à les recevoir et, en dernier recours, quand se déclenchent les incendies, les plastiques se transforment en fumée polluante, aidant modestement au réchauffement de la planète ; une bonne nouvelle, mais si les températures montent, on ne manquera pas d'abriter les cultures. Engrais et poisons ont un prix élevé, mais moins que si les agriculteurs avaient à payer la « pollution agricole diffuse » des plans d'eau, rivières et ruisseaux, pollués par l'usage de substances toxiques. Il ne manquerait plus que ça !

Les eaux (un bien public d'après la loi) contaminées provoquent de nombreuses maladies, augmentant le nombre de personnes malades, clients abonnés des hôpitaux et de l'industrie de l'eau « minérale ». Malgré tout cela, on continue à dire que les agriculteurs sont les seuls à bénéficier de la culture de la fraise. Les grands réseaux européens de distribution et les entreprises de conditionnement et de transport prennent la majeure partie des bénéfices du négoce de la fraise. Il ne reste aux agriculteurs qu'à payer – en plus des royalties – les plastiques, engrais et produits phytosanitaires aux puissantes transnationales chimiques, et quand la pluie et la bourrasque font leur apparition dans les champs, les cultures sont ruinées, mais c'est un moindre mal car avec la pression revendicative l'État couvre parfois les dommages à travers des indemnités.

Devant des coûts aussi élevés, où le producteur de fraises peut-il



obtenir des bénéfices ? En pressant les prix sur la main-d'œuvre. Au cours des dernières années, des milliers d'ouvriers journaliers (dont beaucoup de femmes) andalous ou immigrés portugais et maghrébins ont ramassé des fraises dans les champs de Huelva. C'est un travail dur, qui se fait le dos courbé, avec des exigences liées à une rémunération au forfait, de nombreuses heures dans les intempéries, des salaires bas et des habitations aux loyers pour touristes. Voilà quelques situations que doivent supporter les mains qui récoltent les fraises que tu manges. Les agriculteurs ne peuvent se permettre le luxe d'avoir des travailleurs qui revendiquent. Ils ont commencé à accuser les syndicalistes et continuent en refusant le travail aux journaliers des villages combattifs, en les remplaçant par des immigrés. C'était encore mieux s'ils étaient illégaux, ainsi ils protestaient moins encore.

Avec la nouvelle loi sur l'immigration qui se met en place, après les occupations et protestations de l'an dernier, quelque 1 200 journaliers maghrébins obtinrent des papiers, furent régularisés pour travailler exclusivement dans les champs et dans la province de Huelva. Le patronat agricole n'a pu accepter que dans sa main-d'œuvre se glissent des immigrés qui se battaient pour leurs papiers, pas plus que le syndicalisme institutionnel absent de ces luttes. À la fin de l'automne 2001, se réunirent des fonctionnaires gouvernementaux, des représentants patronaux (ASAJA et COAG) et les syndicats de salariés CC. OO. et UGT pour accorder des contrats à plus de 7 000 immigrés. Accord qui fut approuvé par la Direction générale de coordination de l'immigration. Le patronat s'en est donc allé prospecter sur le marché multinational du travail, accordant des contrats à 4 500 personnes en Pologne, plus de 1 500 en Roumanie, et le reste, jusqu'à 7 000, au Maroc et en Colombie.

Ils donnent des contrats de travail de préférence aux femmes pour éviter qu'elles restent à Huelva, mais les femmes du monde entier portent sur leurs épaules la charge pesante de la responsabilité familiale. Il importe peu au gouvernement espagnol que les chiffres de contrats signés ne cadrent pas, alors que le contingent d'embauchés prévu pour l'année 2002, dans le secteur agricole de la province, est de 3 500. Ils savent que, avec le double d'embauchés, resteront dans la rue les révoltés de l'an passé : « Les Arabes sont des gens mauvais, ils sont sales, voleurs et même terroristes ». En échange, les mains qui

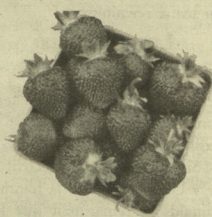
récolteront tes fraises sont blondes et blanches. Dociles et disposées à reprendre le chemin du retour. Quelque 5 000 Maghrébins ont levé des baraques de plastiques dans les villages où se cultive la fraise, sans travail et sans moyen d'existence, ils subissent la faim, mendient et vont jusqu'à demander de l'eau parfois, quelques-uns volent.

Voilà quelques jours, plusieurs centaines participèrent à une marche des peuples jusqu'à la capitale, organisée par les syndicats qui les aident (CGT, SU et syndicat des Ouvriers des champs). Une bonne partie des 1 200 personnes qui obtinrent des papiers pour travailler à Huelva ont participé à la marche, et maintenant les agriculteurs les dédaignent. Peut-être que bientôt, quand la récolte battra son plein et qu'on manquera de bras disponibles, le patronat leur donnera du travail, ils auront bien appris la leçon : il faut courber l'échine, le corps bien humilié et soumis pour récolter des fraises.

Pourtant, les maires de la zone et les forces « vives » des villages demandent de la fermeté et des expulsions. On applique cette politique de façon sélective, on expulse celui qui proteste trop visiblement. Bien que la Délégation du gouvernement à Huelva estime qu'il y a plus de 2 500 illégaux dans les champs de la faim, ils ne les expulsent pas, et ils serviront de main-d'œuvre semi-esclave au cours des quelques jours où les champs de fraises sont dans leur plus belle splendeur.

Si tu as toujours envie de manger des fraises de Huelva, c'est que tu as perdu quelque chose de plus que le goût.

Ramón Germinal
source CGT Reus, Espagne



L'horreur au quotidien

Argentine : une femme, Norma Albino, s'est immolée à l'intérieur de la banque Río de San Isidro du fait de ne pas pouvoir retirer son épargne, étant donnée l'interdiction de disposer de son argent, ce que l'on nomme là-bas le « corralito ».

Crise de foi

D'APRÈS une étude menée par Mintel Ireland intitulée « L'ascension de la majorité immorale » (tout un programme), 35 % des Irlandais estiment indispensable de se rendre au moins une fois par semaine au pub pour trinquer. Or seulement 22 % des Irlandais jugent important de se rendre régulièrement à la messe... En effet, l'immoralité est en marche, vivement un Le Pen local pour remettre de l'ordre... En France, nos évêques dénoncent la montée de l'extrême droite, ce qui est normal pour une institution qui prétend être pour la défense de l'être humain « qui est à l'image de Dieu »... Mais ils devraient accompagner ces déclarations par des actes : qu'attend l'Église catholique pour excommunier ou menacer d'excommunication ceux qui (dont des

L'Église aime les fachos, pas les alcoolos

curés) au FN font des prières pour saint Le Pen ? Qu'attend l'Église pour récupérer tous les lieux de culte qu'elle prête gentiment aux intégristes pour qu'ils puissent prier ?

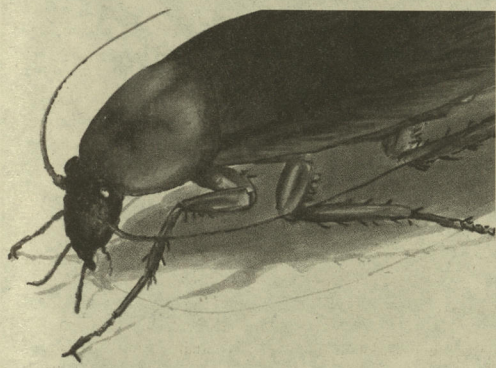
Ce genre de mesure, l'Église sait la prendre quand il s'agit d'un prêtre marié ou homosexuel. Comme quoi, quoi qu'en dise l'Église, elle préfère une Boutin ou un Le Pen qui veut interdire le PACS, l'IVG, le divorce par consentement... Toutes ces petites brouilles qui ont toujours été le combat réactionnaire de l'Église catholique et de son pape Jean-Paul qui vient de béatifier Balaguer, le créateur de l'Opus Dei, ami de Franco... Entre amis, on se reconnaît toujours.

Régis Boussières

Le fascisme toujours renaissant

AU SOIR du 21 avril, le premier tour de l'élection présidentielle est apparu comme un séisme politique en démontrant qu'en France le fascisme restait bien vivant dans le monde politique et l'opinion; et était toujours prêt à partir à l'assaut du pouvoir. La réaction immédiate et spontanée de dizaines de milliers de jeunes a aussi témoigné de son identification et de son rejet par le reste de l'opinion publique.

Le débat apparaît maintenant dans son cadre historique et idéologique. Il n'est que de regarder et d'écouter Le Pen et ses porte-parole pour percevoir le fascisme, dans son vocabulaire, ses intonations, ses mythes, ses invocations. Et com-



bien il est bien français autant qu'il est « universel » dans son langage, ses impulsions et vellétés.

Un phénomène bien français

Bien français? Le Front national est la résurgence des mouvements fascistes des années 30, mais, surtout de l'« État Français » de Pétain, ce pouvoir appuyé sur les anciens combattants de toutes les guerres et les protagonistes d'un État fort, d'une France ultranationaliste, et les tenants d'une pensée machiste, archaïque et féodale cherchant la restauration d'un ordre corporatiste illustré par la devise « Travail, Famille, Patrie ». Avènement au pouvoir amené par le vide de la République et le désarroi de la majorité législative de 1936, et qui fut salué de divine surprise par l'extrême droite royaliste et soutenu à fond par l'Église catholique de l'époque, comme elle soutint Franco. Alors qu'aujourd'hui toutes les Églises se doivent de défendre publiquement la pluralité.

Un pouvoir qui, de lui-même, bien avant toute pression allemande, institua, dès octobre 1940, une législation antisémite dont n'aurait osé rêver les persécuteurs de Dreyfus, et que tant de fonctionnaires, comme Papon, d'inspiration radicale-socialiste, appliqueront sans défaillance, avec toutes les forces de police. Et idéologie dominante, alliée à l'Axe hitléro-mussolinien, par Laval, originaire de la gauche, et soutenue en France, comme l'a fort bien res-

sorti Le Pen, par les partis de l'ex-communiste Doriot et de l'ex-socialiste Déat.

Car le fascisme est bien, aussi, un phénomène politique universel, dont les caractères se retrouvent à travers le monde. Il est partout issu de la conjonction d'une rénovation des idéologies conservatrices traditionnelles à la recherche de techniques totalitaires de manipulation des masses et de l'État total.

Un conservatisme nationaliste appuyé sur les masses?

Rénovation d'un conservatisme aux formes les plus réactionnaires inspirées par la sacralisation des notions d'autorité, de hiérarchie et de violence: culte du chef (« Mussolini a toujours raison »), goût des uniformes (que l'on trouvera dans les chemises de couleurs de tous les partis fascistes jusqu'au RSS en Inde), des armes et de leur maniement... Et culte nationaliste de la patrie justifiant son enfermement, comme l'exprime Le Pen contre l'Europe, de même que, naguère, il glorifiait son expansion en légitimant dominations intérieures et interventions extérieures en ancien combattant d'Indochine et d'Algérie, couvrant ces guerres avec leurs atrocités.

Mais conservatisme viscéral empruntant, dans une première ambiguïté, certains thèmes populistes et socialiste ouvriéristes à l'expression socialiste. Mussolini était un ancien socialiste devenu partisan de l'intervention de l'Italie dans

la guerre de 14-18, et Hitler avait consciemment choisi un drapeau rouge pour son « national-socialisme ». Ambiguïté permettant, comme chez Le Pen au lendemain des élections, de se donner à certains moments des accents prolétaires. Tout en ménageant les détenteurs du capital en tant que modèle social et en cherchant leur soutien financier et politique. Quitte, le moment venu, à sacrifier délibérément les militants du changement social, comme le fit Hitler lors de la « nuit des longs couteaux » qui annihila les SA à « chemises brunes », pour asseoir son pouvoir sur les seuls militaires SS.

Le totalitarisme, invention communiste adoptée par le fascisme

En effet, le fascisme est précisément né, face à l'échec du conservatisme classique, d'une volonté déterminée de penseurs réactionnaires de copier les procédés de la principale innovation politique du XX^e siècle que fut le communisme soviétique. Il ne faut pas oublier que Mussolini arrive au pouvoir plus de trois ans après les bolcheviks, et Hitler onze ans après Mussolini. Ce qui laissera à chacun le temps d'importer des méthodes éprouvées par d'autres. Sur deux plans principaux: la manipulation des masses et les techniques de l'État de non-droit.

La manipulation des masses est la grande invention du pouvoir bolchevik. C'est celle qui est destinée à donner l'illusion que le régime dispose d'un appui populaire. Véhiculées par les médias, les images des milliers de manifestants rassemblés visent à montrer que les masses se mobilisent pour soutenir le pouvoir. Images que les régimes démocratiques ou autoritaires du passé ne pouvaient produire à une telle échelle ni à une telle fréquence. Mais qui traduisent, en fait, non la volonté spontanée ou déterminée des masses à descendre dans la rue, mais le pouvoir d'obliger les masses, sous encadrement policier, à se rendre à tel moment à tel endroit, au lieu d'aller au travail ou ailleurs, en scandant les slogans dictés par le pouvoir et en promenant les icônes

des chefs.

Mais c'est aussi et surtout la remise à l'État d'un pouvoir permanent et absolu sur chaque individu, que la police peut arrêter n'importe quand, sans qu'il puisse bénéficier d'une quelconque des défenses qui caractérisaient l'« État de droit » (avocats, codes et procédures légales), exécuter les détenus sans forme de procès, ou les déporter des années en camps de concentration. Cette menace permanente doublée d'une surveillance policière des conversations, courriers, auditions de médias, appuyée sur l'encouragement à la délation, font qu'aucune opinion autre que celle du pouvoir ne peut s'exprimer, et que chacun est mené à perdre l'habitude de penser par lui-même en sachant qu'il est partout espionné.

Ces techniques, élaborées sous Lénine, Trotsky et Staline par le régime « communiste », furent progressivement adoptées par le fascisme mussolinien, qui envoya ses opposants dans les « Sibéries de feu » des îles entourant la Péninsule et en vint au « parti unique », puis par Hitler qui, après enquête sur le Goulag, multiplia les camps et, ne voulant attendre que tous les détenus y meurent d'épuisement, comme en Sibérie, y installa ces fours crématoires qui ont fait tellement rire Le Pen, n'y voyant qu'un « détail de l'histoire ».

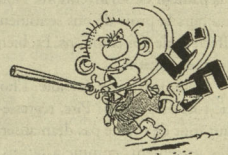
Le fascisme universel est partout pareil à lui-même

Les États totalitaires à parti unique, à pouvoir policier omniprésent, à manifestations de masse comme à détention de masse, se multiplièrent hors d'Italie et d'Allemagne et apparurent aussi en Espagne, au Portugal, en Hongrie, en Slovaquie, en Croatie, selon des modalités nationales propres à chaque pays. Et sous des formes plus ou moins traditionnelles de dictature dans de nombreux pays hors d'Europe où furent importées certaines méthodes du totalitarisme. Comme au Japon où régnait un absolutisme monarchique et militariste, ou en Amérique latine où

des tenants du « caudillisme » classique cherchèrent à imiter le fascisme, voire à servir d'asile à ses rescapés, comme fit Peron en Argentine. Et, longtemps après la chute de l'Axe, on vit se multiplier dans beaucoup d'États nés de la décolonisation, par exemple en Afrique, des structures à parti unique où un pouvoir centralisé, sans invoquer le fascisme, reposait sur les mêmes techniques de pseudo-élections sans opposition, d'encadrement policier et de manipulation des masses.

De même que, parmi les derniers régimes communistes, on put voir, avec le développement du « culte de la personnalité », l'exaltation délirante de figures comme celles de Castro, Ceausescu ou Hodja, allant jusqu'à mener à une succession héréditaire, comme en Corée du Nord. Et jusqu'à la reconversion de chefs communistes en dictateurs fascistes, tel Milosevic.

Le fascisme, sous tous ses aspects, reste en position latente à l'extrême droite de l'éventail politique dans la plupart des pays. À une époque où l'expansion nationaliste devient progressivement impensable, et où apparaissent de nouvelles interpénétrations entre peuples, le repliement à l'intérieur d'un cadre national exalté est un refuge psychologique assis sur la xénophobie, qui fournit le prétexte pour refuser toute présence étrangère et expulser tout immigrant. Même sans perspectives de guerre, le culte des armes, de l'autorité, des uniformes, de l'ordre militaire, peut glorifier le passé et servir à instaurer une atmosphère sécuritaire exclusivement répressive et une représentation homogénéisante de la collectivité sur tous les plans, racial, religieux et idéologique, allant, avec le culte du chef, du parti unique au discours politique sans opposition.



Ces tendances fondamentales inspirent des déclarations populistes visant à toucher les masses en déconsidérant la globalité du monde politique, syndical ou associatif, comme des couches intellectuelles et artistiques, présentées comme détachées du peuple; mais en épargnant soigneusement les milieux détenteurs du capital économique. Car le fascisme repose sur cette série profonde d'ambiguïtés s'appuyant sur les mythes du passé, tels que le nationalisme le plus élémentaire et l'intolérance aux autres, tout en cherchant à incorporer les pires innovations totalitaires du XX^e siècle.

À nous tous de faire qu'il ne puisse infecter le siècle qui vient, en le démasquant à chaque occasion.

Roland Breton

Du racisme comme pathologie et de sa thérapie

Aussi loin que nous remontons dans le passé, nous trouvons toujours le racisme et la xénophobie. Beaucoup de guerres n'ont pas eu d'autres prétextes, même si la raison économique apparaît souvent. Cela prend les formes les plus diverses. Ce peuvent être les Hébreux contre les Égyptiens ou les Phariséens contre les Publicains. L'Antiquité nous montre les Romains ennemis déclarés des prétendus barbares et, surtout, des chrétiens.

Les Gaulois ont été une cible de choix pour César et ses troupes. Astérix en témoigne avec humour. Mais le cocorico des cocardiers de ce jour n'est pas loin. Ne serait-ce qu'en Europe, nous allons nous jouer le grand air de l'ennemi héréditaire sur tous les tons, Anglais-Français - rappelons-nous Jeanne d'Arc -, Français-Allemands, Allemands-Polonais, Russes-Polonais, Autrichiens-Français, Espagnols-Français, Allemands-Russes, Italiens-Allemands, j'en passe et des meilleurs.

Dans la *Guerre des boutons*, nous voyons très bien comment naît le conflit à partir de l'esprit de clocher. Il y a les bons - nous - et les méchants - ceux du village d'à côté. Nous sommes tous plus ou moins angoissés par notre destin. Plutôt plus que moins. Avec les éternelles questions: d'où venons-nous, qui sommes-nous, où allons-nous? De toute façon, nous savons très bien que la belle aventure finit par la mort. Ce qui n'est pas pour nous rassurer. C'est même la terreur suprême. Face à cette inéluctable tragédie, il ne reste que le retour au sein maternel, encore mieux, lorsque c'est au pluriel ou symbolique, et l'espoir d'une vie après la mort.

C'est la frénésie épicienne, l'instinct grégaire, la famille, l'esprit de clan, la bande, la race ou la foi, suprême consolatrice, utopiste, voire furieusement radicale et intégriste.

Aujourd'hui, malgré nos progrès technologiques, nous en sommes au même point. Nous n'avons pas réussi à hisser notre cerveau à la hauteur de ses inventions. Nous sommes toujours à la proie de nos sentiments, de nos affects et de nos émotions. Et, bien entendu, des plus négatifs.

Comment est-ce possible? L'homme évolue-t-il? Stagne-t-il? Pire, régresse-t-il? Il ne faut tout de même pas dramatiser. Il avance très lentement, comme à tâtons. Il en est encore psychologiquement à la méthode des essais et des erreurs. Et il se piège lui-même. Avec ses communications de plus en plus

rapides, ses moyens scientifiques à chaque génération davantage perfectionnés, ses médias multi-amplificateurs et ses capacités de destruction en croissance exponentielle, de la massue à la bombe thermonucléaire, il ne peut plus se permettre le moindre faux pas. Chaque recul, chaque conflit et chaque affrontement militaire se soldent par des hécatombes. Nous pouvons avoir l'impression que, loin de progresser, nous plongeons ou retournons dans la pire des barbaries.

Sans doute... Mais nous avons aussi développé une véritable solidarité internationale. Même si ce comportement ne

constitue en aucun cas une démarche révolutionnaire, car il n'intervient pas sur le fond, il traduit une prise de conscience communautaire et entraîne des actions d'envergure planétaire. Lorsque les pays, les ethnies ou les idéologies en marche s'entre-déchirent ou encore lorsque des catastrophes naturelles viennent ravager des régions entières, nous voyons assez rapidement surgir des individus, des groupes, des associations humanitaires, des ONG nationales ou internationales. Et les secours se développent à très grande échelle, avec une efficacité dont l'ampleur dépend, évidemment, d'innombrables paramètres.

Que devons-nous en penser? Des Roumains rejettent les Hongrois et les Tziganes. Les Serbes, les Croates et les Bosniaques s'entre-tuent. Au Rwanda, nous assistons aux tueries des Hutus et des Tutsis. Des extrémistes grecs en veulent aux Albanais, aux Macédoniens ex-yougoslaves et même aux Grecs non orthodoxes. Nous retrouvons là une des plaies de notre époque, où les boucs émissaires sont les

francs-maçons, les athées, les musulmans et les juifs. À cet égard, en France, nous n'avons de leçons à donner à personne. Même si nous vivons encore sur la rente de situation des droits de l'homme, nous avons notre extrême droite et nos intégristes, qui reprennent tous les thèmes racistes, xénophobes, religieux et fanatiques. S'y ajoute, pour faire bonne mesure, la haine des Noirs et des Arabes.

Wilhelm Reich nous a parfaitement expliqué pourquoi les hommes se comportent de la sorte. Si nous partons du postulat que nous disposons tous d'une énergie ou d'une pulsion de vie qui nous fournit la force et les moyens d'affronter les difficultés de l'existence, il apparaît que, parfois et même souvent, cette belle mais fragile économie est grièvement blessée.

Que s'est-il passé? C'est désormais banal de le répéter, une éducation trop rigide et autoritaire, des interdits arbitraires, des frustrations affectives irréparables, des traumatismes insurmontables, tout ce qui peut entraîner souffrance, angoisse, inhibition et dépression suffit pour détruire un individu originellement sain et en faire un « petit homme » envahi par la « peste émotionnelle ». Cela se situe, au départ, sur le plan psychologique, mais peut ensuite se développer en fonction de facteurs sociaux, économiques, politiques, culturels et religieux.

Face à l'insatisfaction, à l'amertume, au sentiment d'échec, au désespoir et à la peur surgissent les réponses toutes faites. Plutôt que de regarder en soi et chercher les causes profondes du malaise, il suffit de recourir aux « rationalisations ». Les démagogues, les politiciens de bas étage, les « führers » et les « ayatollahs » ouvrent tout grands leurs bras. Ils sont là pour consoler. Ils expliquent tout. Ils savent. C'est la faute du juif, du Tzigane, du nègre, du fou, du sidéen, de l'infidèle, de l'impie, du blasphémateur.

Voilà le suprême tour de passe-passe. Le pauvre « petit homme » se sent toujours floué. Il est rejeté. Personne ne l'aime. Tout comme pour les animistes, cela ne peut pas être dû au hasard. Dans les anciennes religions africaines, l'explication par la colère des dieux impliquait des rites et des sacrifices. C'était naïf et quelquefois salutaire. L'incantation, la magie, la transe et l'autosuggestion, surtout collective, font très bon ménage.

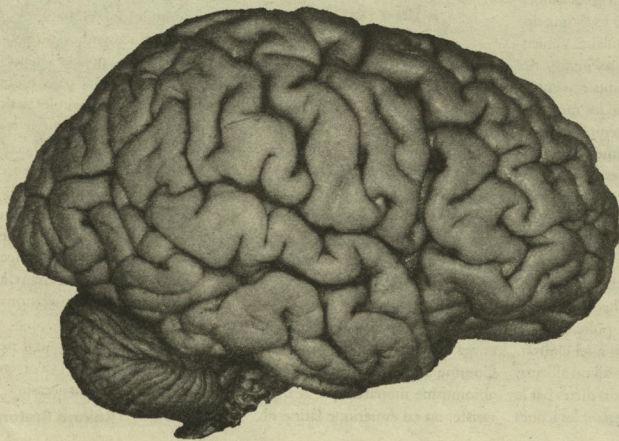
Seulement, avec l'homme moderne, c'est beaucoup plus complexe. Sur un fond d'interprétation, la méfiance peut aller jusqu'à la persécution. C'est le mécanisme projectif. En clair, si j'ai échoué, ce ne peut pas être à cause de ma faiblesse ou de ma médiocrité. Je suis « bien ». Il existe une cause extérieure à moi, qui m'a fait rater mon entreprise. Or, si je me considère « bon », c'est que, de manière manichéenne et rigide, je ne veux pas voir la partie minable ou mauvaise qui existe en moi. Il peut s'agir de mon aspiration à jouir de la vie que les interdits parentaux ont transformée en tendance coupable, impureté, saleté ou péché. Par suite, ceux qui s'adonnent au plaisir sont donc fautifs, impurs, sales ou pécheurs.

Comme je refoule mes désirs, je me sens et même me revendique innocent, propre et pur. Par une extrapolation facile à comprendre, ensuite, je projette cette faute ou cette saleté sur tous ceux qui ne sont pas comme moi. Si je suis blanc, ce peuvent être les Noirs. Si je me prétends aryen, ce seront les juifs en premiers, puis tous les autres. Si je me proclame en bonne santé, j'en aurai après les usagers de drogues, les séropositifs et les sidéens. Si j'insiste sur le fait que je suis français, je ferai porter la culpabilité à l'étranger, l'immigré, celui qui se voit le plus, parce qu'il ne faut pas chercher midi à quatorze heures, le Black et le Beur...

C'est l'autre qui est responsable de mon malheur. Voilà, simple comme bonjour, sûr de lui, logique, rationnel et implacable, le mécanisme paranoïaque.



David Alfaro Siqueiros *Cain aux États-Unis* 1947

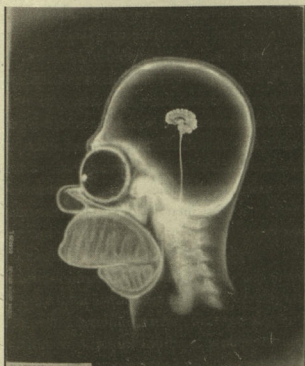


Il existe, à l'origine, de manière tout à fait individuelle chez des personnes sensibles, vulnérables, potentiellement généreuses, mais brisées par une enfance et une adolescence dont ils ne sont pas revenus, mais où ils ne pourront plus retourner. Parmi eux se dressent des personnages plus fous que les autres. Ils surcompensent leur « petitesse » par une « grandiosité » magnifique. Portés par les courants sociaux, ils servent de catalyseurs et drainent des centaines et des milliers de mécontents. Imbus d'eux-mêmes, convaincus de leur supériorité, dans bien des cas galvanisés autour de mythes religieux, raciaux ou politiques, ils déclenchent de véritables traînées de poudre.

Manipulateurs, populistes et séducteurs, ils savent fanatiser les foules. Conscients de leur charisme, ils offrent à leurs adorateurs le mirage d'un monde meilleur, d'un paradis des guerriers ou du règne terrestre de la race supérieure. La boucle est bouclée, lorsque les émules s'identifient au chef, car ils en oublient leur misère. Ils sont, eux aussi, de petits chefs. Tous les dictateurs le savent. À ce niveau, la paranoïa est collective.

C'est le mécanisme de base du racisme. Mais il existe de manière endémique, selon un processus moins accusé, mais hélas beaucoup plus répandu. C'est le fonctionnement classique de la névrose phobique. Là encore, il s'agit d'une pathologie individuelle, qui, selon les circonstances et les événements, peut s'inscrire dans de larges mouvements sociaux et devenir une névrose collective. Le sujet phobique est bourré d'angoisse, mais il la gère inconsciemment d'une manière très économique. Plutôt que d'être en permanence agressé par ses propres peurs, il s'est involontairement choisi des objets qui vont être porteurs de ce qui le terrorise le plus : la souris, l'araignée, le placard, l'ascenseur, la grande place vide, le cheval, le serpent, le chat, le pénis, etc.

Tant qu'il ne rencontre pas « l'objet phobique », il va à peu près bien. Mais si, par malchance, il se trouve nez à nez avec lui, c'est le choc nerveux, la crise répulsive et la terrible émotion. Il sursaute, crie, transpire, blêmit, monte sur la table... Nous nous sommes aperçu que, très souvent, l'objet qui cause sa panique s'associe à une image, un affect, une émotion ou une idée lié à un interdit sexuel. Par exemple, le chat ou la souris peuvent représenter le sexe féminin, comme le cheval ou le serpent le phallus tant redouté.



Ce qui explique tout, c'est que le vagin ou le sexe masculin peuvent être désirés ou convoités consciemment sans le moindre problème. Cela risque de faire illusion. Mais, dans la mesure où ils ont été perçus, la première fois, sur le corps de la mère ou du père, un puissant interdit s'abat avant même que ne surgisse l'esquisse.



Afrique du Sud, émeutes

Comme la pulsion reste néanmoins très forte, la représentation de l'objet du désir s'effectue tout de même, avec la transformation en son symbole (souris, chat, cheval ou serpent), mais assortie d'une dangereuse charge émotionnelle négative. Tant que le sujet n'aura pas effectué un travail sur lui-même, il restera enligné dans ses phobies. Il existe d'ailleurs d'autres mécanismes plus complexes, comme la claustrophobie et l'agoraphobie, où la pulsion de vie et le refoulement jouent à cache-cache avec une extrême subtilité.

Or, la névrose phobique peut susciter, chez beaucoup d'individus, une attitude générale de rejet et de dégoût pour tout ce qui se différencie trop d'eux. Un peu comme les obsessionnels, ils ne supportent pas un changement d'habitudes, de milieu ou de culture. Obligés de se protéger de la surprise et de l'inattendu, ils balisent leur petite vie bien réglée de tout un arsenal de repères. Si le bon ordonnancement de leur quotidien est bouleversé, ils sont déstabilisés. Et ils peuvent réagir par la colère et même par la haine.

Ils sont légion à constituer ainsi les troupes de base qui suivront les grands paranoïaques du racisme. En tout cas, petits phobiques et persécutés-persécutés constituent les deux types systématiques de cette véritable maladie sociale. Quelles qu'en soient les formes, à quelque époque ou dans quelque région que ce soit, nous retrouvons toujours ces deux modes de fonctionnement.

Mais nous ne pouvons toutefois pas nous arrêter à ce stade de l'analyse. Ce serait trop facile. Si nous scrutons honnêtement les profondeurs secrètes de chacun d'entre nous, nous découvrons des zones d'ombre bien inquiétantes. Sans être ni phobiques, ni paranoïaques, nous avons tous nos rejets, nos répulsions, nos peurs, nos colères et nos haines. Cela peut déboucher sur de regrettables ostracismes. Et nous risquons d'être douloureusement en contradiction avec nous-mêmes, si nous refusons de reconnaître ces failles, lorsque surgiront les irrésistibles fureurs de l'exclusion.

L'antiraciste intransigeant cache un ayatollah aussi intégriste que le défenseur de l'intifada. L'homme heureux et épanoui, l'homme qui jouit entièrement de sa capacité orgasmique, n'est pas celui qui a les plus grands orgasmes. Cela peut venir accessoirement, mais ce n'est pas le problème. Il est

simplement l'être qui n'a pas peur et peut s'abandonner à l'autre. Il a confiance. Il est paisible et tolérant. Son énergie n'est ni refoulee ni inhibée. Il s'en sert pleinement pour l'amour, la connaissance et ses diverses activités. Il accueille donc celui qui est différent avec ouverture et fraternité.

Ce n'est pas le cas de l'homme dont la capacité orgasmique est blessée ou entravée. N'étant pas en mesure de profiter totalement de la vie, il se crispe, se rigidifie et se réfugie dans des mythes, des croyances fanatiques, religieuses ou politiques. Lorsque c'est individuel, cela peut se traiter par la thérapie, quelle qu'elle soit, analytique, primale, bio-énergétique, etc. Le problème est que la plupart de ces sujets sont convaincus d'avoir raison. Cela fait partie de leur névrose ou de leur psychose. Ils n'ont aucune demande de thérapie. C'est là que nous débouchons sur les idées de concertation, de large débat collectif, de rencontres culturelles, de forums inter-ethniques et, surtout, de thérapie sociale. Il importe d'organiser à la plus grande échelle possible des sessions pour les victimes du racisme, elles-mêmes souvent racistes, les habitants et les travailleurs des cités psychoses. Ils n'ont aucune demande de démarre et prend de l'ampleur, avec Charles Rojzman et son institut « Transformations Thérapies sociales ».

Plusieurs formules restent à expérimenter. Les usagers et les professionnels ont intérêt à participer à des stages séparés. Mais il semble également intéressant de les faire se rencontrer. L'idéal serait des séminaires entre sujets racistes et personnes visées par le racisme, comme dans la technique de la médiation entre victimes et délinquants mise au point par Louk Hullsman, en Hollande. Mais c'est sans doute trop demander, du moins pour commencer.

L'expérience que nous pouvons avoir de la thérapie, tant individuellement que de groupe, nous amène à penser que le schéma directeur de telles démarches passe par la verbalisation, l'échange des émotions, le travail corporel, le jeu de rôle et l'analyse méthodique des séances. Cela risque de prendre beaucoup de temps. Mais qu'importe! Nous n'avons plus rien à perdre et, au contraire, tout à gagner.

Nous remarquons, dans toutes ces techniques, psychodrame, bioénergie, thérapie de groupe, que les participants apportent leurs

peurs, leurs souffrances, leurs rancœurs, tout ce qui peut faire le malheur d'une vie. Ils s'aperçoivent assez vite qu'ils projettent les uns sur les autres et que les individus ne correspondent pas toujours à ce qu'ils imaginent. C'est très important. Ils découvrent aussi qu'ils s'identifient à tel ou tel d'entre eux, à qui ils prêtent des qualités dont ils se croient dépourvus et qu'ils aimeraient bien avoir.

De toute façon, la thérapie à vocation sociale, comme toutes les autres explorations psychologiques, nous montre des êtres frustrés, angoissés, manquant de confiance en eux-mêmes et recherchant par tous les moyens, surtout les pires, le bonheur, la joie de vivre, l'épanouissement de toutes leurs facultés. En général, lorsqu'ils vitupèrent contre l'étranger, c'est contre une partie d'eux-mêmes ou de leur propre histoire qu'ils reprennent le discours de ceux qui les ont exclus, même si c'est dans un contexte différent. Ils sont d'autant plus virulents qu'ils ont violemment été rejetés.

Lorsqu'ils prennent conscience que, derrière la haine et la colère, se cachent la tristesse et le chagrin, ils sont sur la voie de la guérison. Reconnaître sa peine, c'est aller à la rencontre de ses émotions. Cette démarche est difficile et même pénible, car elle nous confronte une fois encore à nos souffrances passées. Si nous les avons enfouies dans les profondeurs, ce n'est pas par hasard... Derrière nos douleurs se situent nos désirs frustrés. Et, plus loin, du côté de l'archaïque, nos besoins.

À partir du moment où nous pouvons les identifier, nous acquérons la possibilité de formuler des demandes. C'est l'expression de nos désirs. La reconnaissance de nos émotions nous permet d'accepter les refus. La tristesse alors se vit dans la douceur, sans avoir besoin de se déguiser en colère. Cette capacité retrouvée, la capacité orgasmique, nous rend, évidemment, encore plus apte à recevoir le plaisir et à nous laisser aller à l'onde bien-faisante qu'il nous dispense. Elle implique aussi la confiance en l'autre, l'ouverture éventuelle à son intimité, à ses richesses et à son originalité.

L'homme dilaté, épanoui et heureux, manifeste de la tendresse, des sentiments fraternels, une immense faculté d'accueil et une inépuisable créativité. Il n'est plus, il n'est pas, il ne peut pas être raciste.

Jacques Lesage de La Haye

Réponse à Roger Dadoun

« Antisémisme ou l'in-humanisme ; exterminer l'humain dans le juif »,
texte paru dans le n° 1276, 11-17 avril 2002 du « Monde libertaire »

L'ARTICLE de Roger Dadoun, que j'ai lu dans un premier temps avec un vif intérêt, m'a ensuite plongée dans une profonde perplexité. Sur la critique de l'antisémisme, rien à dire, je souscris à fond. L'Holocauste, c'est l'horreur ultime : évident, mille fois répété, mais on ne le dira jamais assez. Là où j'ai plus de mal à suivre, c'est d'abord sur ces définitions d'un racisme qui serait « humain », par opposition à un autre (l'antisémisme) qui serait « in-humain, contre-humain, anti-humain ».

Déjà, je ne comprends pas trop ce que la notion d'humanité (ou d'in-humanité) vient faire dans la démonstration. L'antisémisme, réaction bestiale, animale ? Quels animaux ont-ils jamais manifesté une volonté de génocide planifié comme la Shoah ? L'antisémisme est répugnant, irrationnel, épouvantable... aucun mot ne semble assez fort ; mais il vient bien de l'être humain – de quoi d'autre ? Tout comme les serial killers, bien que d'une cruauté incompréhensible, ne sont pas des « monstres », mais des humains. Tordus, pervers, ignobles, mais bel et bien humains. Ça n'en est d'ailleurs pas plus rassurant.

L'antisémisme serait moins « humain » que les autres racismes parce qu'il s'acharnerait à tuer ce qui est « même » en l'autre, plutôt que ce qui est « étranger »... À mon avis, c'est une interprétation erronée. Tous les racismes sont différents : les Noirs sont plus méprisés, les Arabes plus redoutés, les Roms systématiquement chassés... Les fantasmes des racistes occidentaux concernant les juifs s'apparenteraient plutôt au feuilleton « Les Envahisseurs » : le juif, qu'on ne



peut reconnaître au premier coup d'œil ; c'est l'autre sous le masque du même. Tout le problème consiste à débusquer le détail révélateur qui révélerait l'être « étranger » qui se dissimule parmi nous. Mais ce qu'on traque en réalité, c'est bel et bien la différence. Si ce n'était pas le cas, pourquoi toutes ces définitions extravagantes des « caractéristiques juives », que dénonce à

juste titre Roger Dadoun ? Pours délires ? Évidemment ! De leur côté, les Noirs sont-ils tous des bêtes de sexe, puérils et stupides, les Arabes des délinquants violents, et les Roms des voleurs sournois ?

À ce sujet, une parenthèse : les réponses au racisme préconisées par



Roger Dadoun (éducation, art, culture, pensée) sont peut-être valables pour les privilégiés qui y ont accès. Pour les plus défavorisés, parqués dans des ZEP, puis dans des lycées techniques, des boulots harassants, c'est carrément la planète Mars. Encore une fois, la meilleure solution serait, dans un premier temps, l'égalité économique et sociale, qui induirait aussi l'égalité culturelle...

Pour en revenir à l'antisémisme, racisme moins « humain » que les autres, je me rappelle avec malaise les déclarations d'un rabbin aux actualités, à propos des récents actes antisémites : « Qui touche à un juif touche à la société tout entière. » (Propos d'ailleurs repris récemment par Jacques Chirac, jamais en retard d'une récupération.) Voulait-il dire que, par contre, qui touche à un Arabe (à un Noir ou à une vieille dame) touche à un Arabe, un Noir ou une vieille dame, et point barre ? Sinon, pourquoi ne pas avoir dit tout simplement : « Qui touche à un individu touche à la société tout entière ? » Pourquoi cette étrange hiérarchie dans la victimisation ?

Il y a soixante ans, l'Allemagne nazie a voulu éliminer tous les juifs, tous, jusqu'au dernier. Impensable. À part les Tziganes, les homosexuels, les fous et les communistes, au même moment et par les mêmes, en Occident, personne n'avait jamais connu pareille horreur, ça il faut bien le reconnaître ! Les autres, on se contente de vouloir les envoyer (ou les laisser) crever ailleurs. C'est

qu'ils ont un « ailleurs » grâce auquel on peut espérer oublier qu'ils existent...

Vu sous cet angle, je comprends parfaitement que le traumatisme collectif de l'Holocauste puisse engendrer une terreur irrépressible face à toute émergence de violence antisémite. Mais quand même, comparons ce qui est comparable ! Pouvons-nous, sans être soupçonnés de vouloir minimiser les choses, essayer de voir ce qui sépare notre époque de la dernière guerre mondiale, les voyous criminels d'aujourd'hui et les nazis au pouvoir d'hier ? Les coupables actuels sont des Arabes, si j'ai bien tout suivi. Donc des gens qui ne votent même pas, qui seraient bien en peine de commettre

autre chose que l'équivalent des ratonnades par les skinheads. Ce qui est déjà beaucoup trop, on est bien d'accord. Mais pas du même ordre malgré tout... Ou alors, admettons aussi que l'exploitation des Africains sans-papiers peut annoncer un retour aux anciennes conditions d'esclavage, que les villages qui se mobilisent régulièrement pour expulser les Roms rêvent d'un nouvel Holocauste. L'antijudéophobie n'est pas ce qu'elle était avant-guerre. Politiquement, rien ne se profile dans ce sens, les bous émissaires en vogue étant plutôt les immigrés. Et l'Holocauste n'a pu exister que dans des conditions précises, où les bourreaux pouvaient dissimuler leurs crimes. Que des propos antisémites se murmurent dans les chaumières, c'est révoltant, mais comment affirmer qu'ils doivent forcément conduire à un passage à l'acte, délinquant ou politique ?

Il y a là un hiatus que j'aimerais me faire expliquer, sur le passage à l'acte en général. Comme il y a toutes sortes de racismes, il y a toutes sortes de racistes : des prosélytes, des honteux, des obsédés, des incultes, des cultivés, des occasionnels, des échappés d'asile, des méprisants sans le savoir, des violents fanatiques... Si aucun n'est innocent, tous ne sont pas aussi coupables, et ne passeront pas si facilement d'une catégorie à l'autre. Il y a gros à parier que ceux qui brûlent des synagogues ont déjà commis d'autres dégradations, que

les nervis qui se sont attaqués à l'équipe de football juive étaient par ailleurs coutumiers des bastons. Que ça ne nous empêche pas d'être vigilants, comme nous étions vigilants lors de la montée de Le Pen dans les sondages. Mais que ça ne nous conduise pas non plus à tout mélanger, passé et présent, lascars dérangés de la tête et dirigeants nazis... Comment peut-on espérer comprendre les événements actuels si on ne cherche à les évaluer qu'à l'aune d'une situation passée ?

Ce qui me gêne encore dans l'article de Roger Dadoun, c'est cette petite parenthèse au sujet du conflit israélo-palestinien : « (Les affrontements nationalistes entre Israéliens et Palestiniens). » Le mot souligné semble sous-entendre que les motivations de ce conflit ne seraient pas réellement nationalistes, mais d'un autre ordre. Lequel ? Social, par exemple ? Ou religieux ? Pourquoi, dans ce cas, ne pas l'énoncer plus clairement ? L'auteur ne veut-il pas plutôt dire que les mobiles palestiniens seraient antisémites, donc « in-humains », selon sa démonstration ? Dans le contexte de l'article, c'est l'impression qui se dégage. Dommage, vu la situation actuelle, de ne pas faire d'autre allusion au conflit du Proche-Orient. Ne serait-ce qu'un petit mot pour signaler, par exemple, que juif n'égal pas forcément religieux, ni sioniste, ni supporter de la politique de Sharon...

Pour reprendre le raisonnement de Roger Dadoun, la haine des Palestiniens pour les juifs peut-elle être comparée à celle des Occidentaux ? Ça peut paraître un détail pour certains, mais les Palestiniens vivent dans des conditions effroyables. À la différence des miséreux opprimés par une classe dirigeante issue du même pays, les populations victimes d'un occupant ne vivent pas leur situation comme une fatalité. L'oppressé est clairement identifié, donc plus violemment combattu dans l'espoir de retrouver des conditions de vie décentes. Cela ferait-il une différence pour les Palestiniens si l'occupant était suédois, ou même arabe d'un pays voisin ? Rien n'est moins sûr ! Voyez les réactions dans n'importe quel pays occupé par n'importe qui, elles sont à peu près du même ordre...

Quoi qu'il en soit, je ne suis pas du tout d'accord avec ceux qui comparent sionisme et nazisme. Ce qui fait la spécificité du génocide juif (et rom, comme on a tendance à l'oublier, ces deux peuples ayant la particularité de ne pas avoir de pays d'origine où on pourrait les « renvoyer », et qui leur donnerait un

semblant de légitimité aux yeux des racistes nationalistes, nazis ou autres), c'est sa totale gratuité. Or, les dirigeants d'Israël, comme la plupart des chefs d'État, fonctionnent de manière dure, cruelle, mais rationnelle. S'ils écrasent une population, c'est avant tout par intérêt. Si les Palestiniens avaient subi sans broncher déplacement, misère, contrôle et humiliations... au pire, Sharon les aurait repoussés le plus loin possible, pour pouvoir occuper la place. Je crois sincèrement qu'il ne serait pas allé les massacrer pour le plaisir !

Mais voilà l'éternel problème des dominants : comment dominer, opprimer, maintenir dans une affreuse pauvreté des individus, sans qu'une partie au moins se mette à ruer dans les brancards ? Hélas, ça serait trop beau si ces derniers ne se révoltaient que contre les vrais coupables ; trop souvent, la délinquance s'exerce sur d'autres aussi mal lotis, le terrorisme frappe des victimes innocentes... Ce qui aidera d'autant plus à justifier la répression. À cet égard, l'État israélien ne se comporte pas plus mal, mais pas mieux que les autres États dits démocratiques, les USA avec l'Afghanistan, la Russie avec les



Tchéchènes, la France avec l'Algérie... Un État, ça reste un État, avec une logique d'État. Même s'il est constitué de victimes parmi les victimes. Ce n'est pas une question de personnes, mais de situation.

Il y a une vérité toute bête, qu'il faut pourtant bien répéter : les victimes peuvent devenir à leur tour des coupables. Si, demain, un État palestinien devait voir le jour, on se retrouverait avec un nouvel État et tout ce que ça suppose à dénoncer et à combattre...

Une dernière question : le statut d'ex-victimes de l'Holocauste donne-t-il vraiment tous les droits aux sionistes, ou existe-t-il une limite au-delà de laquelle on aurait le droit de les critiquer sans être accusés d'antisémisme ?

Sylvie Picard
groupe Élisée-Reclus d'Ivry

Le livre de cuisine de l'anarchiste

LA MYTHOLOGIE politique veut que l'anarchiste soit austère, maigre, que ses yeux brûlent de son attachement à la Cause et de son détachement à l'égard des voluptés des riches. Chacun en est si persuadé que les provocateurs policiers américains auteurs d'un livre de recettes d'explosifs plus susceptibles de hacher menu l'apprenti artificier qu'une table de bourgeois le baptisèrent *Anarchist's cookbook*, le livre de cuisine de l'anarchiste. Nous savons, nous, que la cuisine est une des joies de l'existence. Combien de débats amers a-t-on adoucis par un cassoulet ou un asado? Publico n'a donc pas hésité à servir sur sa table de nouveautés *Le Livre noir de la cuisine* de Dominique Lacout, Jean-Paul Rocher Éditeur.

On sait que Guy Debord se suicida probablement dans le but d'échapper aux conséquences de ses potations sans entraves; Dominique Lacout a donc logiquement mis en épigraphe de son livre une phrase du situationnéthylisme: « Que l'époque se terrifie elle-même en s'admirant pour ce qu'elle est. » Voilà qui résume le propos de l'œuvre, mi-diatribe contre la

farine de guar, mi-panégryrique de « la purée de viscères de bécasse mêlée délicatement sur le pain rôti au jus de cuisson crépitant accompagné d'un cordon magnifique de chez Pavolot ». Découpé en entrées de dictionnaire qui vont d'Agriculture à Whisky (on regrette l'absence de yak et de zébu, peut-être très mangeables), le livre « souhaite rendre compte de toutes les alternatives possibles qui nous permettent dès maintenant de préserver "le goût de la liberté", le seul en définitive qui vaille le coup d'être défendu avec une fourchette... ».

Dominique Lacout rappelle dans sa préface une affligeante statistique: « On passe de nos jours quinze minutes en moyenne à faire la cuisine contre quatre heures à la fin des années soixante-dix, durant lesquelles on passait quinze minutes en moyenne devant sa télé, contre 3 heures 15 actuellement. » Quelques bons morceaux: « [Les algues] entrent dans la composition des crèmes desserts, des yaourts et servent aussi à reconstituer certains légumes comme les poivrons des brochettes industrielles. Réduits en purée, les poivrons sont solidifiés avec

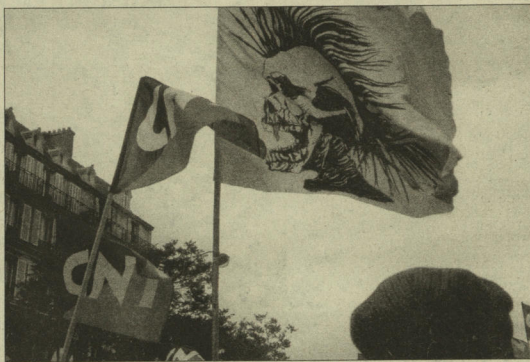
de la poudre d'algue puis conditionnés en plaques de 100 mètres de longueur, 3 mètres de largeur et 2 centimètres d'épaisseur, dans lesquelles on découpe des "poivrons" standardisés. » Allongons la sauce: « Un produit "allégé" est simplement un produit artificiellement gonflé avec de l'eau. Pour être amenée à 15 % de matière grasse, une crème fraîche à 45 % est simplement additionnée d'eau. Pour d'autres produits on ajoute aussi du carraghénane, un agent texturant. On paie ainsi de l'eau au prix du produit. »

Pour la bonne bouche, une entrée utile en ces temps de cuisine électorale: « Parmi les mille sept cents variétés de pommes de terre dénombrées actuellement en Europe, la ratte du Touquet avait pratiquement disparu de nos tables, et la variété "saucisse" autrefois à la mode, n'existe plus du tout. C'est que la ratte est un légume qui a mauvais caractère: ses rendements sont faibles et elle est sensible aux maladies, en particulier au mildiou; d'autre part sa forme est exubérante. On conçoit que beaucoup préfèrent cultiver la bintje que dans mon enfance on réservait uniquement à la nourriture des cochons, alors qu'aujourd'hui on la réserve aux électeurs-contribuables, ce qui revient au même. »

Nestor Potkine

(bouffe comme un goinfre)

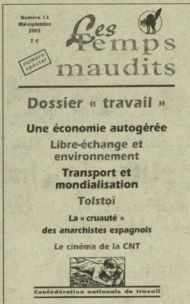
Le 1^{er} Mai à Paris en photos



Photos du 1^{er} Mai: Ch. Passevant et Monique LR.

Les Temps maudits

LE TOUT DERNIER numéro des *Temps maudits*, la revue de réflexion de la CNT, est articulé autour de deux dossiers consacrés au travail et à l'environnement. Dans le premier, on lira « La "refondation sociale" vue au travers du Pare » de Gilles Gourc — auquel on doit l'intéressant essai « Le citoyenisme: les habits neufs de la social-démocratie », paru dans la livraison antérieure des *TM* —, « La légalisation du marchandage. Le cas du travail temporaire en France et en Allemagne » du sociologue Rachid Belkacem, et, enfin, une longue réflexion d'Antonio Martín sur « le syndicalisme, la nouvelle économie et le travail ». Le second dossier regroupe deux textes passionnants (« Libre-échange et environnement » et « Transport et mondialisation »), dus respectivement à Chusa Lamarca et Ramón Fernández Durán, deux militants de la dynamique confédération d'écologie sociale espagnole, Ecologistas en Acción. Poursuivant la réflexion entamée dans un article antérieur, Frédéric Blanchet propose quelques outils économiques pour penser le fonctionnement d'une société « libre et autogérée ». Pour sa part, Alain Durel, dans « Tolstoï, anarchiste et chrétien? », se penche sur la vie, l'œuvre et la pensée de ce « chasseur de mensonges » auquel on doit quelques-uns des plus beaux romans de la littérature mondiale. L'article est complété d'une petite note de Frank Mintz sur « Tolstoï et les tolstoïens ». Enfin, après les évocations de Fernand Pelloutier (*TM* n° 11) et Pierre



Monatte (*TM* n° 12), la section « Mémoire » délaïse l'histoire du syndicalisme révolutionnaire français au profit de l'anarcho-syndicalisme espagnol, abordé dans les articles « Sur la "cruauté" des anarchistes espagnols » et « Cinéma anarchiste ». Dans le premier nommé, Miguel Chueca, en réponse à un essai paru dans la publication italienne *Libertaria*, s'attache à la question des violences exercées contre les biens et les personnes de l'Église espagnole au cours des premiers mois de la guerre civile; dans le second, Stéphane Pelletier rappelle ce que furent les principales productions de l'industrie cinématographique collectivisée par la CNT. Les habituelles notes de lecture portent sur quelques ouvrages parus tout récemment: ceux de Jan Waclav Makhaïski, Théo Simon (publié par les éditions du *Monde libertaire*), Vandana Shiva ou le déjà fort commenté *Petit Lexique philosophique de l'anarchisme* de Daniel Colson. Le numéro, d'une grande richesse de contenu et toujours aussi impeccablement présenté, s'ouvre par l'adieu de la revue à Yves Peyraud, qui en fut le responsable jusqu'à sa mort.

Miguel Angel Parra

Les Temps maudits,

Les Temps maudits, n° 13 (spécial), mai-septembre 2002, 128 pages, 7 euros. Abonnements: 30 euros les six numéros, chèque à l'ordre de la CNT. Écrire à Les Temps maudits, BP 72, 33038 Bordeaux cedex

Premier Mai à Paris

DANS LES MÉDIAS, on déclarait que le 1^{er} Mai 2002 était « à hauts risques ». Le matin même on pouvait entendre que, s'il y avait des problèmes à craindre, ce serait plutôt du côté de place des Fêtes-Républicaine, du côté des anarchistes.

Fait nouveau : dans les infographies utilisées par la presse quotidienne, le cortège était indiqué. Défilé anarchiste, les anarchistes de la CNT, la CNT et l'ensemble du mouvement libertaire, qu'importe, nous étions mentionnés. Même si nos positions vis-à-vis des urnes étaient quelque peu gommées...

Bref, sans incidents, et tonitrueux (Ni dieu, ni maître, ni Chirac, ni Jospin!), nous étions plus de 6000 (CNT, FA, AL, Scalp, No Pasaran...) à descendre de Belleville à la place de la République. Le beau temps et la joie de retrouver de nombreux camarades perdus de vue depuis belle lurette s'ajoutaient au plaisir de manifester haut et fort notre antifascisme sur le pavé parisien.

La suite de cette journée de mobilisation monstre et bon enfant a été relatée dans la presse ; des rues de la capitale sans voitures et l'ampleur de la manifestation donnaient à Lutèce des airs de Mai 68. En tête de cortège, Nicole Notar-CFDT et Bernard Thibaut-CGT appelaient à voter Chirac sans réserves. Des tracts de dissidents du PC dénonçaient les dérives centristes, slogans et pancartes pour le vote Chirac côtoyaient les accents « simplement » antifascistes des autres.



Seul, à notre connaissance, l'appel du comité intersyndical du Livre parisien (rotativistes, correcteurs, NMPP) rappelait les motivations premières du mouvement syndical : « ... En cette période d'élection qui voit la présence d'un candidat d'extrême droite au second tour des présidentielles, il est plus que jamais nécessaire que le mouvement syndical manifeste sa force. La manipulation malsaine de l'insécurité et les divisions politiques de la gauche ont mené à une situation où, désormais, le seul rempart contre la liquidation des droits sociaux des travailleurs est leur capacité de mobilisation dans leurs organisations de classe... »

À l'heure où vous lirez ces lignes, le verdict des urnes sera connu. À nous de renforcer les luttes sociales!

Loulou Barbésois

Qui sème la misère et l'injustice récolte les fachos !

Le 6 mai, qu'est-ce qu'on fait pour combattre la misère, la précarité, la haine et le racisme ?

A PRÈS vingt ans de gouvernements de gauche et de droite, les politiciens récoltent ce qu'ils ont semé.

La misère, l'exclusion d'une majorité d'habitants et la suffisance des dirigeants débouchent sur la lepénisation des esprits et des bureaux de vote.

Français et immigrés, nous n'avons qu'un pays : la liberté et l'égalité !

Lundi 6 mai au matin, qu'est-ce qui aura vraiment changé ?

Nous aurons évité l'autre salaud, mais rien n'aura changé... Abattre les idées lepénistes, c'est combattre la politique menée depuis vingt ans.

La France est la 4^e puissance mondiale, et pourtant des milliers de personnes dorment dans les rues, des millions de repas sont distribués par les Restos du cœur. Pourquoi ?

Près de la moitié des salariés gagnent moins de 1000 euros par mois pendant que les boursicoteurs se partagent des milliards de bénéfices. Le PDG de Total-Elf est en liberté, mais la gauche met en prison les « fraudeurs » du métro : six mois de prison et 7500 euros d'amende au bout de dix infractions. José Bové va en prison (merci la gauche) et Chirac trône à l'Élysée. Il n'y a pas de paix sociale sans justice!

Les écoles, les bureaux de poste ferment, les hôpitaux sont débordés, mais droite et gauche continuent de casser et privatiser les services publics. Les sans-papiers sont dans des camps (de rétention) ouverts par la droite et agrandis par la gauche.

Vingt ans de mépris et de régression sociale pour nous.

Vingt ans de fric, de suffisance pour ceux qui nous gouvernent et qui dirigent l'économie!

Le Pen récolte ce que Chirac, Mitterrand, Juppé et Jospin ont semé allégrement!

La révolte contre Le Pen doit s'attaquer aux racines du phénomène : le capitalisme qui génère les inégalités, le chômage, l'insécurité sociale, et l'État qui favorise l'injustice, le nationalisme et le racisme.

Combattre l'extrême droite, c'est lutter pour la justice sociale dans nos quartiers, nos lycées, nos fans et nos entreprises. Défendre la liberté dans la rue, c'est empêcher les racistes de répandre leurs idées. Ce ne sont pas les immigrés qui créent le chômage et la précarité. Nous devons partager également les richesses que nous produisons. C'est tous les jours qu'il faut combattre Le Pen et ses idées, et non tous les cinq ans dans l'isoloir...

Aujourd'hui, la liberté, l'égalité et la fraternité ne sont que des formules, elles doivent devenir une réalité sociale. Il faut inverser la prise de décision concernant nos vies. Ils n'appliqueront jamais ce que nous voulons. Nous devons imposer la révocabilité des élus, le fonctionnement par mandat, la gestion directe de nos quartiers par l'ensemble des habitants.

Nous devons reprendre notre vie en main pour que personne ne décide à notre place !

Fédération anarchiste région parisienne

Tract distribué le soir du 5 mai



Radio libertaire

La mémoire sociale (le retour)

NÉE EN OCTOBRE 1991, l'émission « La mémoire sociale » s'était fixé pour tâche de faire connaître aux auditeurs les fondements de la pensée anarchiste, ses divers courants, l'apport particulier de chacun de ses théoriciens, la vie et l'action de quelques-uns des personnages qui ont marqué le mouvement libertaire, et aussi certains événements historiques où son influence s'est fait sentir.

Durant plusieurs années, nombre d'auditeurs ont manifesté leur intérêt pour cette émission qui, pour diverses raisons, avait dû cesser il y a quelque temps. Avec un titre et un indicatif inchangés, et demeurant dans le même registre de l'histoire, cette émission reprendra son rythme hebdomadaire, chaque vendredi de 21 heures à 22 h 30, à partir du 10 mai.

À tout à l'heure donc sur l'antenne de Radio libertaire.

Floréal

À la petite semaine

Réalisme

DÉSÉSPÉRÉS DE NE POUVOIR peser davantage sur la vie politique du pays, lassés de ne se compter toujours qu'en petit nombre, fatigués de devoir prêcher dans le désert, des camarades du mouvement libertaire s'imaginent régulièrement pouvoir le sauver de cette désolante situation en se ralliant, au nom de l'efficacité et du réalisme, à des pratiques ou à des combinaisons politiciennes en apparence du plus mauvais goût. Elles peuvent en effet, a priori, sembler contraires à quelques principes anarchistes élémentaires, et d'ailleurs les tenants d'un élitisme proudhonien, dogmatiques et retranchés dans la tour d'ivoire des pures spéculations philosophiques, ne manquent pas, à chaque fois, de les condamner. L'Histoire, là encore, devrait pourtant nous aider. Deux exemples.

La permanence du conflit au Proche-Orient et la constatation malheureuse d'une évidente absence libertaire sur place amènent des camarades réalistes à épouser quasi inconditionnellement la cause du futur État palestinien, avec autant de véhémence que d'autres, naguère, avaient manifesté leur sympathie pour le FLN algérien. On sait que, dès sa « libération » jusqu'à

aujourd'hui, le peuple de là-bas n'a cessé de respirer à pleins poumons le grand air de la liberté. Alors, pourquoi s'embarasserait-on de nuances, aujourd'hui, sur un problème semblable ?

Sans vouloir minimiser l'héroïsme des Jean Moulin d'isoloir du 5 mai, le danger fasciste paraissait tout de même autrement plus réel dans l'Espagne des années trente. Réaliste et non réduit au rôle d'observateur impuissant, le mouvement anarchiste ibérique appela ses adhérents à lui faire barrage en votant pour le Front populaire, en février 1936. On sait que ce dernier, surtout sa composante communiste, lui sur gré, cinq mois plus tard, de ne pas être demeuré dans un stérile isolement, en lui tirant dans le dos. On eut aussi tout loisir de vérifier l'efficacité antifasciste du bulletin de vote anarcho-réaliste avec le coup d'État franquiste et durant les quarante années de nuit noire qui suivirent. Alors, aujourd'hui – on a l'Espagne qu'on peut –, pourquoi se priver de prendre des poses de résistants de préau d'école ?

Ces camarades ont raison, l'Histoire, pas plus que quiconque, n'a à se montrer donneuse de leçons.

Floréal